



ALIMENTATION
L'ABONDANCE
EN CONSERVE B 1

DEMI-FINALES
LES CAPITALES PARTENT
DU BON PIED S 3

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE JEUDI 8 SEPTEMBRE 2005



Guy Laliberté



Roger Waters

BROADWAY

Roger Waters veut confier «The Wall» au Cirque du Soleil

RICHARD BOISVERT

RBoisvert@lesoleil.com

Le compositeur et ex-bassiste du groupe Pink Floyd Roger Waters compte s'associer au Cirque du Soleil pour mettre en scène une nouvelle adaptation du spectacle *The Wall*, qui prendra l'affiche à Broadway.

Une occasion pour la troupe de prendre pied à New York

Roger Waters a révélé qu'il travaille activement à l'écriture du spectacle et qu'il en a discuté avec l'organisation de Guy Laliberté. «J'aime ces gens, a-t-il confié lors d'une entrevue

accordée hier au SOLEIL. Je pense qu'ils sont bourrés de talent.»

Waters avait annoncé il y a un an déjà son intention d'adapter *The Wall* en comédie musicale. C'est par contre la première fois que le nom du Cirque du Soleil se trouve associé au projet.

The Wall pourrait assurer les fondations de la compagnie québécoise à New York, l'une des deux grandes villes, avec Paris, où le Cirque cherche à s'installer de façon permanente. Le nouveau spectacle, s'il devait effectivement prendre forme, deviendrait le deuxième projet musical du Cirque du Soleil après celui des Beatles, à l'affiche l'été prochain au MGM Mirage de Las Vegas.

Album phare de la musique rock, *The Wall* a été écoulé à plus de 23 millions d'exemplaires depuis sa sortie en 1979 et figure au troisième rang de la liste des albums les plus vendus au monde. L'œuvre de Roger Waters a également marqué l'histoire contemporaine, le 21 juillet 1990, au moment de sa présentation devant quelque 300 000 spectateurs rassemblés sur la Potsdamer

Voir CIRQUE en A 2 >

À LIRE AUJOURD'HUI



■ **Une autre plaie pour La Nouvelle-Orléans** Page A 4 Cinq sinistrés de l'ouragan Katrina ont perdu la vie après avoir contracté une maladie bactérienne au contact d'eau insalubre.

■ **Nouvelle ponction pour l'assurance parentale** Page A 12 Les Québécois sur le marché du travail devront s'y résoudre: le régime plus généreux d'assurance parentale entraînera une hausse de leur contribution.

Boucher joue la carte de l'expérience... et cause fusion

Sa campagne à la mairie en fera le bilan

JEAN-FRANÇOIS CLICHE

JFCliche@lesoleil.com

■ Andrée Boucher ne tient pas en grande estime les postulants à la succession du maire Jean-Paul L'allier. En fait, c'est parce qu'elle n'en considère aucun à la hauteur de la tâche qu'elle a décidé de s'en charger elle-même, a-t-elle annoncé hier, en conférence de presse.

Depuis sa défaite aux élections de 2001, a-t-elle déclaré, elle n'avait pu s'empêcher «d'espérer que des politiciens convaincus et convaincants viendraient habiter la scène municipale à Québec. Malheureusement, ce rêve ne s'est pas concrétisé. À ma grande déception, la structure mise en place (après les fusions) n'a jamais permis à un ou des leaders d'émerger. Elle n'a jamais permis de recréer le climat qui faisait l'intérêt de la politique municipale à Québec».

Cette déception, combinée à l'impression que les fusions ont baïllonné les quartiers périphériques et à la certitude de pouvoir mieux gérer la Ville, a poussé Mme Boucher à brigrer la mairie. Elle le fera d'ailleurs sans équipe d'aspirants conseillers, bien qu'elle

Voir BOUCHER en A 2 >

Plus d'information Page A 3

LA QUESTION DU JOUR

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Que vous inspire le retour de l'ex-mairesse sur la scène municipale ?

ÉCRIREZ-NOUS À opinion@lesoleil.com

Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.



Les fameuses bretelles inutilisées de l'autoroute Dufferin-Montmorency pourraient disparaître du paysage en 2006.

Transports Québec envisage de démolir les «bretelles cul-de-sac» l'an prochain

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

Un an après le naufrage du projet place de France, le ministère des Transports suggère de détruire les bretelles inutilisées de Dufferin-Montmorency dès l'année prochaine.

«Ça fait quand même un bout de temps qu'on se dit que cette structure est assez importante et qu'on ne veut pas investir là-dedans indé-

ment, explique Louise Villeneuve, agente d'information aux Transports. Il y a aussi le problème des squatteurs qui vont se loger là qui nous préoccupe beaucoup. S'il arrive quelque chose, c'est quand même nous les propriétaires. Il y a l'aspect économique et celui de la sécurité.»

Dans ses requêtes pour 2006, la Direction de la capitale nationale du ministère «prévoit» demander aux autorités politiques de permettre la démo-

lition des bretelles qui vont mourir dans la falaise.

À pareille date l'an dernier, l'ex-ministre des Transports Yvon Marcoux affirmait pourtant que la démolition des bretelles ne constituait «pas une priorité dans l'ensemble des besoins et des contraintes financières» de son ministère.

Même si elles ne sont pas utilisées,

Voir BRETelles en A 2 >

J'en ai plein mon casque. Et vous ?

Détails au www.RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

SOMMAIRE

Agenda	B 6	Décès	C 6
Bandes dessinées	B 7	Horoscope	B 7
Bourses	C 4	Loteries	A 14
Bridge	S 15	Météo	S 16
Chroniqueurs		Mot mystère	B 7
Julie Lemieux	B 5	Mots croisés	B 7
Normand Provencher	A 5	Petites annonces	S 11
		Télévision	B 4

MÉTÉO

Max. 21, min. 9
Nuageux avec averses et possibilité d'orages.
Détails page S 16.

Précipitations (avant hier)

Ce mois-ci: 1,8 mm Lan dernier: 45,1 mm
Cet été: 368,4 mm L'été dernier: 515,2 mm

QUÉBEC, 109^e ANNÉE, N° 248

FLORIDE, 1,89 \$ US

MONTREAL, OTTAWA 87¢

PLUS TAXES

65¢ PLUS TAXES



Déjeuner à partir de

4,95\$

Incluant: rôties, fruits frais, pommes de terre, café filtre, espresso ou piston «bodum».



www.tatum.ca

1014 RUE ST-JEAN QUÉBEC 692-3900

Menu du jour

7,95\$

partir de

PIZZERIA D'YOUVILLE
PÂTES PIZZAS GRILLADES

1014 RUE ST-JEAN QUÉBEC 694-0299

POUR NOUS
JOINDRE

Abonnements	686-3344
1-866-686-3344	
abonnements@lesoleil.com	
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
petitesannonces@lesoleil.com	
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
redaction@lesoleil.com	
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 4005022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

BOUCHER

Suite de la Une

dise avoir reçu plusieurs offres. Elle a rappelé à cet égard qu'elle avait déjà l'expérience de l'exercice du pouvoir en situation de minorité.

Afin de satisfaire à une condition du directeur général des élections, qui demande aux candidats à la mairie de faire signer leur bulletin de présentation par au moins 200 personnes, Andrée Boucher invite la population à venir parapher le document, dimanche entre 14 h et 17 h, à son domicile du 3276, chemin Saint-Louis.

« FAIRE PLUS »

À son arrivée aux commandes de Sainte-Foy, en 1985, a-t-elle fait remarquer, sa municipalité comptait 750 employés et une valeur foncière de 1,7 milliard \$. En 2001, le parc immobilier avait gonflé jusqu'à 5,3 milliards \$, mais le nombre d'employés municipaux n'était plus que de 675. « Je gérais trois fois plus de valeur avec 75 employés de moins. »

Elle promet donc de « faire plus » avec le budget de 900 millions \$ de la Ville et de s'arranger pour que le payeur de taxes « en ait plus » pour son argent. Elle n'a toutefois pas défini, hier, en quoi ce « plus » consisterait, réservant le reste pour la campagne.

Il ne devrait néanmoins pas s'écarter beaucoup de son « modèle fidèle ». « Toutes les promesses qu'on nous avait faites au moment des fusions (baisses de taxes, meilleurs services, économies d'échelle) se sont avérées fallacieuses », a martelé M^{me} Boucher, soulignant que le budget combiné des 13

S A M E D I
DANS LE SOLEIL

L'EUROPE GRANDE FAVORITE



Ils ont entre 25 et 35 ans. Le monde leur appartient. Mais sur la grosse boule, c'est en Europe qu'ils veulent faire escale pour des vacances idéales, révèle un sondage CROP. Une dizaine de jeunes journalistes de la salle témoignent de leur amour pour le Vieux Continent.

Dans le cahier Voyages

RENDEZ-VOUS AU SOMMET



LE SOLEIL continue sa série spéciale, tout en images, de quelques-uns des plus beaux sentiers d'excursion en montagne du Québec. Cet automne, notre photographe Steve Deschênes ouvre son portfolio plein air. Prochain rendez-vous : le mont du Lac des Cygnes.

Dans le cahier Voyages



L'ex-mairesse de Sainte-Foy confirmant hier sa candidature. À ses côtés, un panneau évoquant les grandes lignes de sa carrière politique.

anciennes villes était, en 2000, de 786 millions \$, alors que le dernier budget de Québec s'élevait à 896 millions \$.

Ceux qui, d'ailleurs, croyaient la page tournée sur les fusions feraient peut-être mieux de sortir leurs arguments du placard, car M^{me} Boucher, qui s'était farouchement opposée aux regroupements municipaux, entend forcer un examen de l'exercice au cours de la campagne.

« Quatre ans après les fusions, a-t-elle dit, il est évident qu'un bilan de l'opération doit être effectué et qu'un jugement s'impose. La population a le droit de savoir si les grands principes au nom desquels cette décision fut imposée ont été respectés. (...) C'est afin de rendre in-

contournable la présentation de ce bilan que je juge utile ma présence dans la campagne qui vient de commencer. »

L'ex-mairesse se défend bien, à cet égard, de ne se présenter que pour faire la démonstration que les fusions étaient une erreur. « Si, à 68 ans, je passais mon temps à venger des échecs, je ferais pitié », a répondu M^{me} Boucher.

Elle espère en outre que sa candidature enverra un signal positif aux femmes convoitant les plus hauts postes et aux personnes âgées désireuses de prolonger leur carrière.

M^{me} Boucher accordera aujourd'hui une entrevue éditoriale au SOLEIL au cours de laquelle elle devrait expliciter davantage ses vues sur Québec.

soutenir la portion entretien. « Est-ce qu'on s'approche de ça ? C'est une autre affaire », affirme-t-elle.

À l'origine, vers la fin des années 60, les bretelles devaient traverser le cap Diamant pour rejoindre le boulevard Champlain. Avant l'abandon de place de France, le maire Jean-Paul L'Allier

avait fait visiter à Robert Lepage et aux médias les 6000 mètres carrés d'espace déjà creusé. M. Lepage avait vu la possibilité de construire un studio de production ou un espace muséal dans ce « lieu fabuleux ». Les velléités de transformations ont sombré avec le projet de place publique.

Démission « provisoire »
du président de la
Commission des droits

ANDRÉ NOËL

La Presse

Une crise qui sévissait à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse a connu sa conclusion hier : le gouvernement a annoncé que Pierre Marois ne présiderait plus cet organisme tant qu'un tribunal n'aura pas statué sur une plainte de harcèlement psychologique.

Selon un communiqué du cabinet du premier ministre en fin de journée, c'est M. Marois lui-même qui a demandé au gouvernement de ne plus occuper ses fonctions, de façon provisoire.

Le Conseil des ministres s'est réuni hier après-midi à Val-d'Or, en Abitibi, avec un seul point à l'ordre du jour : son remplacement par le vice-président de la Commission des droits, Marc-André Dowd. Le communiqué gouvernemental cite « l'empêchement d'agir » de M. Marois.

Ce dernier se trouve au cœur d'une plainte de harcèlement psychologique déposée par la directrice des communications de la Commission, Ginette L'Heureux. Après une longue enquête, la Commission des normes du travail a jugé la plainte fondée et en a saisi un tribunal, la Commission des relations de travail.

On ignore quand la cause pourra être entendue, mais cela pourrait prendre plusieurs mois. Or, le mandat de M. Marois, un ancien ministre péquiste nommé à la tête de la Commission des droits il y a quatre ans, se termine en août. Il est donc fort peu probable qu'il ait le temps de revenir occuper son poste de président.

M. Marois a lui aussi publié un communiqué : « En raison des allégations dont je fais actuellement l'objet à la suite des plaintes (...), il m'apparaît préférable, afin de maintenir intégralement la crédibilité de l'institution que constitue la Commission pour l'ensemble de la société québécoise, que je me retire

provisoirement de l'administration de (ses) affaires jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ces plaintes. »

Il ajoute que sa demande d'être relevé de ses fonctions ne « constitue en aucune manière une admission d'une faute de (sa) part ».

Une enquête de La Presse publiée en trois volets la semaine dernière a montré que le cas de M^{me} L'Heureux n'apparaissait pas isolé. Plusieurs autres femmes occupant des postes de cadre, de professionnelle ou de secrétaire à la Commission des droits ont affirmé, publiquement ou sous le sceau de la confidentialité, qu'elles avaient subi des brimades de la part de M. Marois.

Bon nombre de ces femmes ont témoigné en ce sens devant l'enquêteur de la Commission des normes du travail, qui se penchait sur la plainte de M^{me} L'Heureux. La crise de confiance à l'endroit du président s'est aussi manifestée à l'extérieur de la Commission. M. Marois a toujours refusé de répondre à ces allégations, ajoutant que le lieu approprié pour témoigner était le tribunal.

L'annonce du départ de M. Marois, qu'il soit provisoire ou permanent, a été bien accueillie. « Tout le monde a agi dans l'intérêt supérieur de la Commission des droits », a déclaré Fo Niemi, président du Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR).

« La Commission des droits vient peut-être de traverser la période la plus difficile de son histoire, a ajouté M. Niemi, qui y a déjà siégé en tant que commissaire. C'est la première fois qu'un président a créé un tel fossé avec ses cadres, les professionnels, les employés et la population. »

M. Niemi souhaite que la Charte soit amendée afin de mieux encadrer le président en accordant plus de pouvoir aux commissaires. Ces derniers se réunissent d'ailleurs aujourd'hui et demain. Ils avaient mis la crise interne à l'ordre du jour de leur assemblée.

CIRQUE

Suite de la Une

Platz de Berlin, un vaste terrain vague interdit d'accès depuis l'érection du fameux mur séparant les parties est et ouest de la ville.

EN VISITE À MONTRÉAL

Du côté du Cirque, on ne confirme rien pour l'instant. « Les gens de l'équipe de The Wall, incluant Roger Waters, sont passés à Montréal il y a quelques mois, a toutefois déclaré la directrice des communications, Renée-Claude Ménard. On accueille beaucoup de personnalités. On a déjà reçu Michael Jackson. Parfois, on nous visite par simple intérêt, parfois pour discuter de projets bien définis. Mais cela ne signifie pas que quelque chose est en marche. Il faut rencontrer beaucoup de gens avant qu'un seul projet se concrétise. »

Reste que Roger Waters travaille très fort en ce moment à l'écriture de la comédie musicale. Au point où le musicien a dû mettre en veilleuse ses autres projets de disque. Plusieurs nouvelles chansons, déjà prêtes pour l'enregistrement, risquent de rester sur les tablettes un peu plus longtemps que prévu. « J'en ai certainement assez pour deux albums », a-t-il évalué.

L'ex-bassiste du groupe Pink Floyd a été contacté à Londres à l'occasion de la sortie prochaine de son opéra *Ça ira*, un ouvrage de facture classique inspiré de la Révolution française écrit d'après un livret original d'Étienne et de Nadine Roda-Gil. Le lancement de l'album double est prévu le 27 septembre. Le baryton gallois Bryn Terfel, la soprano chinoise Ying Huang, le ténor américain Paul Groves et le chanteur d'origine nigérienne Ismael Lo font partie de la distribution.

BRETELLES

Suite de la Une

les voies d'autoroute sont affectées par le gel et les sels de déglacage, indique M^{me} Villeneuve, et nécessitent certains travaux d'inspection et d'entretien. Tout cela exige temps et argent. « On commence à constater qu'en termes de rentabilité, il vaut mieux faire une intervention plus importante que de seulement l'entretenir si elle n'a pas l'utilité qu'il faut, poursuit-elle. C'est un peu un rapport qualité-prix. »

Une autre analyse de la structure sera menée, même si, lorsque le projet de place publique du maire Jean-Paul L'Allier a été dévoilé, « ça avait été évalué ».

Le travail à faire ne serait pas exactement le même. « À ce moment-là, ça s'inscrivait dans le projet de place de France, souligne M^{me} Villeneuve. On nous demandait en même temps d'intégrer (la démolition) dans le projet d'aménagement. Nous, on travaille sur un projet routier et, tout à coup, il fallait aménager un site. C'est comme si on parlait de deux projets très différents. »

Outre les voies inutilisées, le projet place de France prévoyait l'élimination des bretelles qui entrent et sortent sur Charest et Saint-Vallier. À l'époque, le ministre Yvon Marcoux avait estimé à 50 millions \$ la facture des aménagements pour dégager l'espace nécessaire au parc urbain et à l'escalier reliant la haute et la basse ville. Un chiffre que le maire L'Allier a jugé démesurément gonflé. Selon le ministère des Transports, la destruction des seules bretelles inutiles coûterait entre quatre et cinq millions de dollars.

Hier, à l'hôtel de ville, le maire de Québec n'a pas voulu aborder le sujet avec LE SOLEIL.

AU MINISTRE À DÉCIDER

Quand la Direction de la capitale nationale aura demandé la démolition pour 2006, il restera au ministre des Transports, Michel Després, à décider si cela fera partie de sa programmation. Et, si elle est retenue, « ça peut se faire la même année, ou d'autres interventions peuvent tout faire basculer », indique Louise Villeneuve, en prenant l'exemple des récents incidents sur la route 138. Elle hésite à classer les travaux comme « prioritaires » parce qu'il n'y a pas encore de notion de danger ou d'incapacité à

**LE CŒUR
DE LA MAISON SIMONS S'AGRANDIT**

LE 20 CÔTE DE LA FABRIQUE,
DEPUIS 1840, L'ADRESSE DE LA MODE
LA PLUS COURUE DANS LE VIEUX-QUÉBEC.

À VOIR MAINTENANT, UN MAGASIN
PLUS VASTE ET PLUS SPACIEUX !

La coupole de
Saint-Amand-les-Eaux
enez nous visiter et admirer
un trésor historique

Un conte à lire en page A8



YOUPIII! Mes cours débutent la semaine prochaine

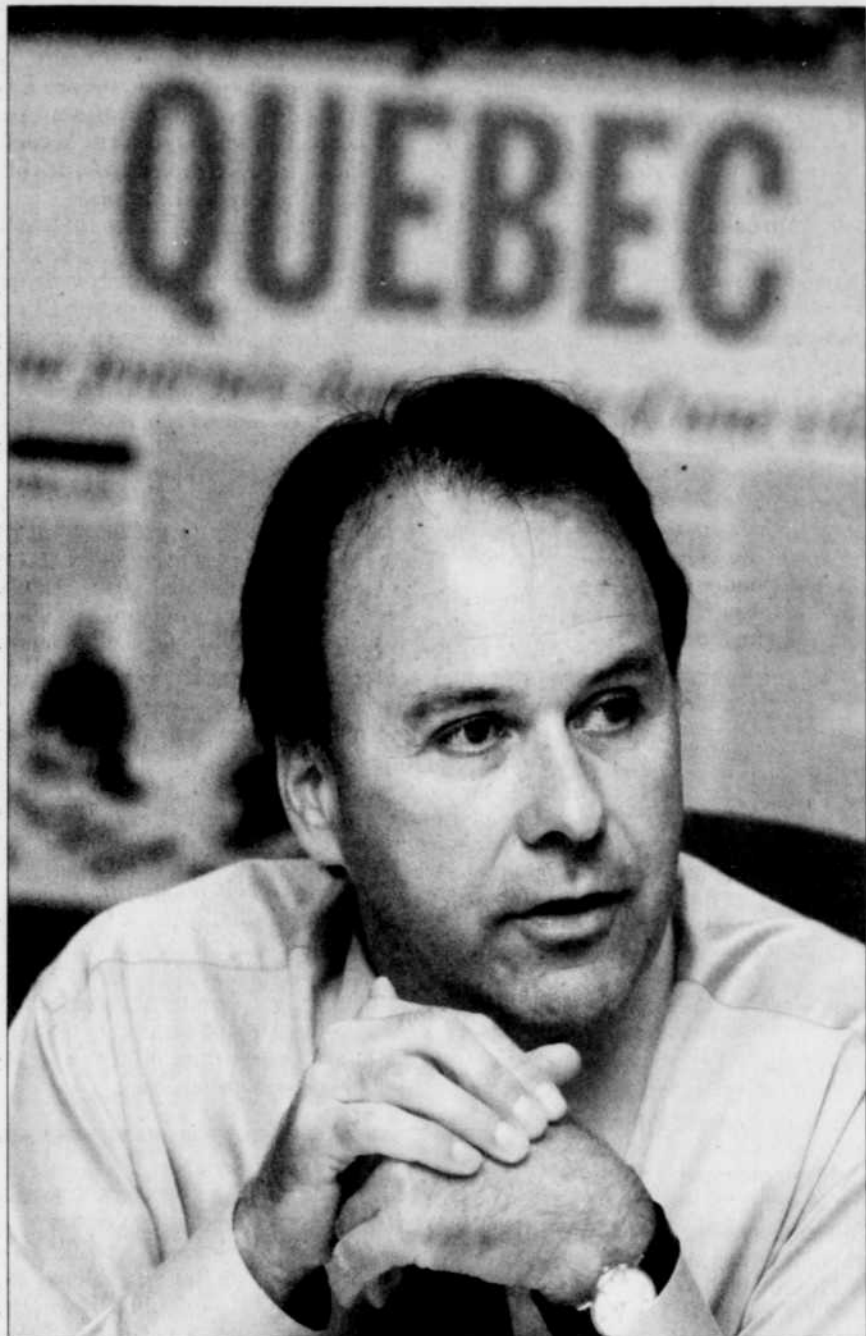
QUÉBEC NATATION
687-4045 835-9449

ACTUALITÉS

ENTREVUE AU SOLEIL

Tel un supercommissaire industriel

Marc Bellemare veut traiter les investisseurs comme des rois



« Dans les villes modernes, qui veulent se développer, le maire, c'est une carte de visite », insiste Marc Bellemare.

ISABELLE MATHIEU
imathieu@lesoleil.com

■ Tel un supercommissaire industriel, Marc Bellemare veut, s'il est élu maire de Québec, prendre entre ses mains le développement économique de la ville. Et traiter les investisseurs comme des rois.

Oui, Québec est belle, Québec est une capitale, mais Québec doit aussi être industrielle si elle veut croître, affirme le chef de Vision Québec, Marc Bellemare, en entrevue éditoriale au SOLEIL.

« On ne peut se passer d'aucun investissement à Québec, estime le candidat à la mairie. Si on a le choix un jour, on choisira les emplois les moins nuisibles, les moins polluants, ceux qui font le moins de poussière et le moins de bruit. Mais il n'y a pas de honte à fabriquer sur notre territoire des *toasters*, des marteaux, des vélos. »

Il faut penser aux camionneurs, aux soudeurs, aux chargeurs, aux débardeurs qui ne sont pas des diplômés universitaires et qui n'ont pas comme possibilité d'accéder à la fonction publique provinciale ou municipale, ajoute Marc Bellemare. « J'ai un discours axé sur ces gens-là car ce sont ceux que je connais le mieux, je les ai représentés en cour depuis 25 ans », précise-t-il.

S'il accède à la mairie, Marc Bellemare se promet bien d'avoir le contrôle sur tous les dossiers de développement économique. « Le premier acteur régional de développement économique ici, c'est le maire de Québec », estime l'avocat de 48 ans.

Même s'il n'est peut-être là que pour quatre ans ? « Dans les villes modernes, qui veulent se développer, le maire, c'est une carte de visite, insiste Marc Bellemare. Les investisseurs vont à Laval parce qu'ils savent qu'il y a Vaillancourt (Gilles) qui veut faire du développement économique et ils vont à Saint-Georges parce qu'il y a Carrette (Roger). »

C'est lorsque le maire prendra enfin

le leadership économique – abandonné durant 16 ans à l'hôtel de ville, dit Bellemare – que Québec sera attirante pour les entreprises.

Voulant faire un Frank McKenna de lui-même, Marc Bellemare compte mieux accueillir les investisseurs, avec une ligne téléphonique dédiée... mais sans les incitatifs fiscaux qui ont bien servi le Nouveau-Brunswick.

Le candidat affirme que les investisseurs veulent davantage des décisions rapides que de l'argent. « Les promoteurs vont construire à Boischatel, à Shannan parce que les taxes sont moins élevées, oui, mais parce que c'est moins compliqué qu'à Québec, estime Marc Bellemare. Ici, les développeurs domiciliaires ont le temps de bâtir une maison et de la faire habiter avant que le permis ne soit sorti ! »

Et lorsque des entreprises s'aviseront de couper des emplois ou de lever le nez sur Québec, le candidat Bellemare jure qu'il sera vigoureux. « On a une administration municipale relativement complaisante par rapport au déclin économique que vivent certaines de nos industries, affirme Marc Bellemare. Ce n'est pas mon style. Il faut demander des comptes. »

INSIPIDE POLITIQUEMENT ?

À ceux qui se demandent si Marc Bellemare a vraiment le goût de la politique, après avoir dit, en quittant le gouvernement Charest, que « la politique est un univers qui ne me convient pas », l'aspirant répond que c'est de son expérience avec les libéraux qu'il parlait

plutôt que de la politique en général.

Une chose est certaine, il ferait un maire très discret sur ses opinions politiques. « Pour garder de bonnes relations, il faut être insipide au niveau des options politiques fondamentales, affirme Marc Bellemare. Pour un maire, c'est mauvais de s'afficher politiquement dans la conjoncture actuelle où les gouvernements peuvent alterner. »

Le chef de Vision Québec ajoute que c'est la faute de la Ville de Québec si les relations avec le fédéral se sont dégradées au fil du temps, surtout en raison des allégeances souverainistes des élus actuels.

Un maire Bellemare ne coupera pas dans l'administration publique municipale, mais placera le fonctionnaire

en soutien à l'élu municipal.

« Actuellement, je ne suis pas convaincu que ce n'est pas l'inverse », dit-il.

S'il est élu, Marc Bellemare veut geler les dépenses de la Ville durant deux ans, à l'exception de ce qui relève des conventions collectives ou du service de la dette.

Comment ? « On va faire preuve de davantage de rigueur administrative, on va collecter nos comptes, on va faire en sorte que les maisons qui ne sont pas évaluées au plan foncier le soient et on va améliorer la productivité de la Ville, énumère le candidat. C'est un objectif qu'on se fixe et qu'on va atteindre. »

Il faut augmenter les recettes de la Ville par l'affichage publicitaire le long des pistes cyclables à Québec et dans les arénas, ajoute-t-il, et « il faut qu'il y ait plus de monde qui paye, donc plus de citoyens et de propriétaires ».

Pour desserrer l'étau financier de la Ville, le privé doit être impliqué chaque fois que c'est possible, dit Marc Bellemare. Pourquoi pas dans la construction de stationnement souterrain dans les secteurs où les automobilistes ont du mal à se garer ?, demande-t-il.

Garon n'a pas apprécié la sortie de Larose

Ils sont encore à leur vieux document « Deux rives, une ville », accuse le maire de Lévis

MARC SAINT-PIERRE
MSPierre@lesoleil.com

Larose et compagnie tentent encore de mettre la table à leur goût en vue de réaliser leur vieux rêve de contrôler Lévis et Chaudière-Appalaches, a constaté le maire Jean Garon, hier.

« Ils en sont encore à leur vieux document *Deux rives, une ville*. Ils nient l'existence de Lévis. Ils nient l'existence de Chaudière-Appalaches. Ils disent que Chaudière-Appalaches n'aurait jamais dû exister », a constaté le maire de Lévis, à l'occasion d'un entretien accordé au SOLEIL.

« C'est systématique. Ils essaient même de placer à la mairie de Lévis quelqu'un qui sera plus malléable. Vérifiez qui sont les proches collaborateurs de M^{me} Roy-Marinielli (Danielle) dans sa campagne électorale. Vérifiez qui était directeur de la campagne de Jean-Paul L'Allier en 2001 et qui était son publiciste. Vous découvrirez qu'ils sont maintenant aux côtés de M^{me} Roy-Marinielli », a ajouté M. Garon.

Mardi, à l'occasion d'une entrevue, le numéro deux de l'administration L'Allier et candidat à la mairie de Québec Claude Larose a jeté un pavé dans la mare électorale lévisienne en donnant à entendre qu'il vaudrait peut-être mieux pour le bien de la grande région de Québec que Jean Garon ne remporte pas ses élections. Parce que celui-ci incarne un courant de « non-collaboration explicite », a dit M. Larose, faisant état du même souffle d'un autre courant à l'hôtel de ville « favorable à une bonne

coopération avec la Rive-Nord ».

IMPUTABLE

Pour le maire Garon, tout cela est l'illustration qu'ils essaient de mettre la table à leur goût. « Tant que je serai là, ils ne mèneront pas à Lévis. Je suis imputable à Lévis et je vais défendre Lévis, je vais défendre les intérêts des Lévisiens », a-t-il cependant souligné.

Pour lui, l'attitude manifestée par certains ténors de la Rive-Nord a aussi de quoi rappeler les chicanes opposant naguère Québec et Sainte-Foy. Chicanes, M. Garon *dit*, qui tirent peut-être leur origine de la jalousie que certains peuvent entretenir envers les succès de Lévis, championne toutes catégories dans la construction et Ville de l'année au Québec désignée par les chambres de commerce.

« Tout dérange M. Larose », a résumé M. Garon, évoquant les projets lévisiens du complexe commercial du pôle de la tête des ponts, du centre des congrès, du complexe sportif, du soccer intérieur, etc.

« Toute ma vie j'ai défendu Lévis et je continuerai de le faire. Je suis l'homme de la situation », a sans ambages affirmé le maire.

Et quant à ses relations avec les voisins d'en face, elles sont au moins bonnes avec Marc Bellemare, chef de Vision Québec et candidat à la mairie de Québec. « Nous avons des entretiens et des échanges de vues », a-t-il indiqué.

Pour la chef de Lévis Force 10 et adversaire de Jean Garon à la mairie, Danielle Roy-Marinielli, M. Larose a dit



« Tant que je serai là, ils ne mèneront pas à Lévis. Je suis imputable à Lévis et je vais défendre Lévis, je vais défendre les intérêts des Lévisiens », promet le maire Garon.

« tout haut ce que la quasi-totalité des élus de la CMQ, de Chaudière-Appalaches même, et des intervenants économiques disent tout bas ».

UNE NUISANCE

« Je siège à l'exécutif de la CMQ (Communauté métropolitaine de Québec) et à son conseil. Si les gens voyaient M. Garon, ils verraient que c'est une nuisance pour le progrès réel de notre ville et de la région métropolitaine, a-t-elle ajouté.

« Il est temps d'arrêter de faire croire aux Lévisiennes et Lévisiens qu'il (Jean Garon) les défend contre les méchants. En matière de développement,

il est temps que Lévis cesse de souffrir de la paranoïa de son maire. En siégeant avec la Rive-Nord, il faut arrêter de jouer les victimes. À Lévis, nous avons tout ce qu'il faut pour siéger à part entière à la CMQ », a-t-elle ajouté, souhaitant que les Lévisiens y prennent la place qui leur revient.

Et quant à elle-même, il est clair qu'elle n'entend pas s'en laisser imposer. « M. Garon sait très bien que je suis capable de mettre mes culottes », a-t-elle affirmé.

Et non pas, a-t-elle noté en substance, qu'ils suggèrent sa disparition, comme le maire Garon l'a fait récemment, le 25 août, à l'occasion de la

séance publique qu'il présidait en l'absence de Jean-Paul L'Allier.

Chef de Démocratie Lévis et lui aussi challenger de M. Garon, Gilles Lehoullier partage « en bonne partie » le point de vue exprimé par M. Larose.

« Lévis est en train de s'isoler comme ville. Et c'est vrai pour Québec et Chaudière-Appalaches », a-t-il affirmé.

Ce qui se passe, dans son esprit, c'est que le maire de Lévis a fait la preuve de son manque de leadership sur les plans régional et suprarégional. De quoi laisser intacte la dynamique des tiraillements entre les grands pôles de Chaudière-Appalaches.

CONFRONTATION

« Qu'on le veuille ou pas, il va falloir mettre un terme à la confrontation, engager le dialogue », a ajouté M. Lehoullier, qui estime inimaginable que la question du retour des droits d'immatriculation pour le transport en commun demeure encore sans solution, que les ponts soient coupés avec la Commission de la capitale nationale, que Lévis ne participe pas à Québec 2008, etc.

« Il y a une phrase que le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, a dite à une réunion privée à laquelle j'assistais, qui en dit long. M. L'Allier a dit qu'il viendrait à Lévis le jour où M. Garon ne serait plus là », a conclu M. Lehoullier.

Quand Léger Marketing a demandé aux Lévisiens ce qu'ils pensaient de la CMQ, telle que proposée par la ministre des Affaires municipales de l'époque, Louise Harel, en 2000, ils ont souhaité 9 fois sur 10 que leur ville n'en fasse pas partie.

Espace Bell

Téléphones walkie-talkie, et le service 10-4 toute la journée à 1\$.

10-4. La nouvelle façon de se rapprocher.

Obtenez 2 téléphones pour le prix de 1.

De retour au 9 à 5.

Consultez notre dépliant à l'intérieur de ce journal.

Espace Bell

De retour au 9 à 5.

Consultez notre dépliant à l'intérieur de ce journal.

Réfugiés : prix inflationnistes et pénuries à Baton Rouge

BATON ROUGE (AFP) — Loyers en route vers les hauteurs californiennes, maisons qui se vendent en quelques heures, pénuries rampantes sur certains produits : Baton Rouge, dont la population a doublé avec l'arrivée massive de déplacés de La Nouvelle-Orléans, a le tournis.

Il y a encore deux semaines, la capitale administrative de la Louisiane ne comptait que 250 000 habitants éparpillés en zones pavillonnaires. Mais depuis que le cyclone Katrina a dévasté La Nouvelle-Orléans, à 120 km de là, Baton Rouge est devenue la ville la plus peuplée de l'État.

Dans un premier temps, les déplacés les plus aisés ont trouvé refuge dans des hôtels, d'autres chez des parents ou des amis. Mais alors qu'il est devenu évident que La Nouvelle-Orléans ne serait pas habitable avant des mois, nombreux sont ceux qui ont cherché à s'installer de manière plus durable.

Conséquence, il ne reste rien à louer dans la région, ou à des prix prohibitifs : le propriétaire d'un deux-pièces demandait ainsi hier dans le site Internet craigslist.org « 2500 \$US de loyer par mois (avec engagement ferme sur un an) », soit 20 % de plus que dans certains quartiers aisés de Los Angeles en Californie, État réputé pour être le plus cher du pays.

Autre signe de la tension extrême de l'immobilier à Baton Rouge, « nous n'avons actuellement que deux maisons à vendre, contre 15 ou 16 en temps normal », explique Kyle Petersen, agent immobilier chez Pat Wattman Re/Max, selon qui certaines maisons se vendent quelques heures après leur mise sur le marché.

« En fait, nous n'arrivons pas à faire rentrer de nouvelles offres aussi vite que nous vendons », indique M. Petersen, en précisant que le prix médian demandé pour une maison moyenne, à environ 180 000 \$US avant le passage de Katrina, « n'a pour l'instant augmenté que de 5000 à 10 000 \$US ».

« En revanche, les prix ne se négocient pas » à la baisse, tandis que les acheteurs potentiels, très nombreux à payer comptant, surenchérisent sur les offres, explique-t-il.

À cela vient s'ajouter la présence massive des sauveteurs et des médias. Un porte-parole de la Croix-Rouge, Simon Schorno, a indiqué à l'AFP qu'il dormait pour l'instant dans sa voiture, tandis que la BBC avait déposé la semaine dernière une annonce pour louer plus à l'aise ses journalistes, « qui dorment à 10 dans un deux-pièces ».

Comme les plus grandes métropoles du pays, Baton Rouge connaît désormais des embouteillages importants aux heures de pointe, tandis qu'il faut s'y prendre parfois à 10 reprises pour obtenir un numéro sur son téléphone portable en raison de la saturation du réseau.

À proximité de l'autoroute I-10, qui traverse Baton Rouge en direction de La Nouvelle-Orléans, aucune station-service n'a une goutte d'essence depuis plus d'une semaine et, malgré les déclarations rassurantes des autorités, les rares pompes approvisionnées sont prises d'assaut.

Certaines allées de supermarchés ont pris des allures soviétiques. « Des oreillers ? C'est tout ce qui me reste », a déclaré une employée de l'un des grands magasins Wal-Mart de Baton Rouge, montrant deux coussins perdus au milieu d'un rayon vide. Même pénurie sur les couvertures, les sacs de couchage, les bottes en caoutchouc et les bidons d'essence.

L'APRÈS-KATRINA



Les autorités de La Nouvelle-Orléans ont demandé à la police et à l'armée d'utiliser la force si nécessaire pour faire sortir de la ville les derniers récalcitrants.

L'eau insalubre a déjà fait cinq morts

Recours à la force permis pour évacuer près de 15 000 irréductibles

■ LA NOUVELLE-ORLÉANS (AFP et AP) — Cinq sinistrés du cyclone Katrina sont morts d'une maladie bactérienne contractée au contact d'eau insalubre, et les autorités de La Nouvelle-Orléans veulent évacuer, au besoin par la force, les quelque 10 000 à 15 000 personnes qui y vivent toujours.

La Maison-Blanche a indiqué hier que le président, George W. Bush, demanderait près de 52 milliards \$ d'aide financière supplémentaire au Congrès, qui a déjà débouqué 10,5 milliards \$ la semaine dernière.

Les cinq personnes décédées ont été en contact avec une eau insalubre. « Nous aurons d'autres morts » de même nature, a prévenu un porte-parole du Centre pour la prévention des maladies (CDC), Tom Skinner.

Des traces géantes d'hydrocarbures et de produits chimiques sont visibles à la surface des eaux dans lesquelles croupissent des milliers de corps.

Quelque 25 000 sacs mortuaires ont été apportés à La Nouvelle-Orléans, selon un responsable sanitaire de Louisiane.

C'est d'ailleurs la course pour retrouver les cadavres en décomposition dans la moitié, le thermomètre dépassant les 30° C. Selon la représentante locale Nita Hutter, 30 vieillards sont morts noyés dans une maison de retraite à Chalmette, près de La Nouvelle-Orléans. Le personnel aurait tout simplement fui en les abandonnant dans leurs lits.

La police était partout en ville pour embarquer les derniers irréductibles, après la publication d'un arrêté municipal leur permettant de recourir à la contrainte pour évacuer totalement la ville.

Seule exception dans l'évacuation, les gens travaillant pour des organismes de secours et de maintien de l'ordre.

Quelque 63 000 militaires — 45 000 gardes nationaux et 18 000 militaires — avec 350 hélicoptères sont mobilisés pour cette évacuation.

La Nouvelle-Orléans comptait avant le passage du cyclone, le 29 août, 485 000 habitants, 1,4 million avec sa banlieue.

Au chapitre de la sécurité, la criminalité est désormais pratiquement éliminée des rues de la ville, a affirmé le chef de la police locale, Eddie Compass.

Les autorités estiment maintenant que leur principale tâche est l'assèchement de la ville, qui res-

te inondée à 60 % » selon le maire, Ray Nagin.

Le Génie militaire a indiqué que 15 % des pompes étaient désormais en service. Au total, 23 des 148 pompes existantes fonctionnent, a précisé Dan Hitchings, porte-parole du Génie. Jusqu'à 160 000 maisons sont irrécupérables, selon un responsable de l'Agence fédérale chargée des secours d'urgence (FEMA).

Une autre nouvelle menace pesant désormais sur la ville martyr, c'est le feu : il n'y a pas d'eau sous pression pour combattre les incendies, alors que l'absence d'électricité pousse les rescapés à s'éclairer à la bougie et que des nappes de gaz divers flottent partout.

À Washington, la Maison-Blanche a renouvelé sa confiance aux hauts responsables chargés des situations d'urgence, mais M. Bush a toutefois promis d'ouvrir une enquête pour voir « ce qui s'est mal passé » dans la gestion de la crise.

Les parlementaires démocrates ont réclamé le départ du directeur de la FEMA, Michael Brown. Les dirigeants du Congrès ont annoncé quant à eux le lancement d'une commission conjointe, spécialement formée d'élus de la majorité et de l'opposition pour enquêter sur la catastrophe.

Par ailleurs, les appels à centraliser les efforts de secours et de reconstruction se multiplient au Congrès, où un sénateur républicain influent, Pete Domenici, a réclamé de nommer un responsable spécialement chargé du dossier.

Le vice-président, Dick Cheney, se rendra à son tour aujourd'hui dans la région et inspectera notamment Biloxi au Mississippi et La Nouvelle-Orléans.

Un sondage publié hier fait état de 42 % d'opinions défavorables ou très défavorables sur la gestion de la crise par M. Bush, contre 35 % d'opinions favorables.

Au moins 235 000 personnes déplacées sont hébergées dans des foyers d'accueil disséminés dans de nombreux États. Les autorités sont notamment confrontées à de difficiles problèmes de scolarisation, 200 000 élèves de Louisiane étant sans école.

Les rescapés du cyclone Katrina devraient recevoir une carte de crédit d'une valeur de 2000 \$ pour acheter des produits de première nécessité, a indiqué Michael Brown.

Les secours coûtent désormais un milliard de dollars par jour au budget américain, selon le sénateur républicain Thad Cochran.

Les dégâts en Louisiane s'élèveront à plus de 100 milliards \$, a estimé Art Jones, un responsable de la Sécurité intérieure de cet État.

La tempête Ophelia sur la route des navires canadiens

HALIFAX (PC) — Les navires canadiens en route pour la Louisiane, dévastée il y a un peu plus d'une semaine par l'ouragan Katrina, pourraient devoir se réfugier dans un port à cause de l'arrivée d'une autre tempête tropicale.

L'officier chargé de la flotte à bord du *NCSM Athabaskan* a indiqué hier que la tempête Ophelia était suivie de près par les navires du convoi. Ophelia avance actuellement de façon erratique dans l'Atlantique au large du nord de la Floride avec des vents soufflant à 80 km/h. « Nous avons quatre possibilités devant nous », a déclaré hier le lieutenant Todd Kennedy, alors que le convoi se situait à 240 kilomètres à l'est de la ville de New York.

Le convoi pourrait notamment se réfugier dans un port ou dévier de sa route pour s'éloigner le plus possible de la tempête, a expliqué M. Kennedy.

Ophelia est la 15^e tempête tropicale de l'année à mériter un nom en raison de sa force. Hier après-midi, elle se trouvait à 135 kilomètres au nord-est de Cap Canaveral et se dirigeait vers le nord-ouest à seulement 5 km/h. Selon Steve Miller, du Centre canadien de prévisions des ouragans à Halifax, la tempête devrait prendre des forces d'ici demain et devenir un véritable ouragan.

La flotte canadienne en route pour la Louisiane est composée d'un destroyer, de deux frégates et d'un brise-glace.

EN BREF

Les dérapages du clan Bush

■ WASHINGTON — Le président George W. Bush n'est pas le seul membre du clan familial à s'attirer des foudres pour ses commentaires sur le désastre du cyclone Katrina : sa mère Barbara et son épouse Laura se sont également mis les pieds dans les plats. Dans des déclarations très remarquées, la mère du président en exercice a trouvé « un peu effrayant » que les rescapés du cyclone arrivés en masse au Texas, fief familial, veuillent tous y rester. L'ex-première dame s'exprimait lundi sur une radio après avoir visité l'Astrodome, aménagé pour recevoir plus de 10 000 sinistrés. « Ce que j'entends, et qui est un peu effrayant, c'est qu'ils veulent tous rester au Texas », a dit Barbara Bush, avant d'ajouter : « Et beaucoup de gens dans le stade ici étaient vraiment des défavorisés de toutes manières, alors (glossements) tout cela n'est pas si mal pour eux. » Laura Bush, l'épouse du président, s'est quand à elle distinguée vendredi dernier par des commentaires lors d'une visite dans les États sinistrés du sud du pays. « Il y a des choses qui marchent très, très bien en Louisiane, et ce centre d'accueil en est un exemple », s'était-elle extasiée en visitant la ville de Lafayette, à quelque 340 km du chaos de La Nouvelle-Orléans. **AFP**

400 000 emplois perdus

■ WASHINGTON — L'ouragan Katrina devrait avoir d'importantes conséquences sur l'économie américaine, avec 400 000 emplois et jusqu'à un point de croissance en moins, selon des estimations de l'Office parlementaire du budget (CBO). L'impact de l'ouragan sur l'économie américaine devrait être « important, mais pas écrasant », selon l'Office, un institut non partisan qui fournit au Congrès américain des recommandations d'ordre économique et budgétaire. D'après un document dont l'Associated Press a pu prendre connaissance hier, l'ouragan pourrait coûter entre 0,5 point et 1 point à la croissance américaine. Les économistes tablaient avant le cyclone sur une croissance de 3 à 4 %, avec 150 000 à 200 000 créations d'emplois par mois. **AP**

Cuba attend une réponse

■ LA HAVANE — Cuba attend une réponse officielle des États-Unis à sa proposition d'envoi de 1586 médecins pour participer aux opérations de secours aux victimes du cyclone Katrina, a indiqué hier à l'AFP le président du Parlement cubain Ricardo Alarcon. « Nous attendons toujours la réponse. J' imagine qu'il n'est pas facile (pour Washington) de prendre une décision (...), mais il y a urgence parce que des gens ont besoin d'une assistance médicale », a déclaré le numéro trois du régime. Le porte-parole de la Maison-Blanche Scott McClellan a répondu hier à l'offre cubaine en déclarant espérer que le président Fidel Castro « offrirait la liberté au peuple » cubain. **AFP**

Réprimandés après avoir sauvé 100 sinistrés

■ WASHINGTON — Deux pilotes d'hélicoptères de la marine américaine ont été réprimandés pour avoir désobéi en évacuant 100 sinistrés de La Nouvelle-Orléans alors que leur tâche était de réapprovisionner les secouristes, a dit hier un porte-parole de la marine. L'incident s'est produit le 30 août, alors que la principale digue protégeant La Nouvelle-Orléans s'était effondrée, entraînant de dangereuses crues. Les pilotes retournaient vers leur base après une livraison de provisions lorsqu'ils ont entendu sur la radio des garde-côtes un appel demandant des hélicoptères pour une mission de sauvetage à l'Université de La Nouvelle-Orléans. Ils ont répondu à cette demande sans consulter leur hiérarchie, puis secouru des personnes en se posant sur le toit d'un immeuble, ou encore sur un pont. **AFP**



Coco La Bine inc.

Vêtements nouveau-nés à 14 ans
Directement du manufacturier

DE RETOUR pour LA RENTRÉE
4 jours Seulement Les 8-9-10-11 sept.

Collection
Automne/Hiver
2005-2006

50%* De rabais
* Sout jeans et accessoires.

Découpez vos rabais

"Ouvert Dimanche le 11 sept."

5.00 \$
Avec achat de 50\$
Avant taxes

10.00 \$
Avec achat de 100\$
Avant taxes

15.00 \$
Avec achat de 150\$
Avant taxes

20.00 \$
Avec achat de 200\$
Avant taxes

Chaussures Robeez 24.99\$!!! ÉTÉ à 5\$-10\$-15\$...

Québec 2750, Chemin Ste-Foy 418-652-0700
Plaza Laval suite #131 à côté du métro GAGNON

www.cyberpresse.ca



3 ans déjà!

C'est avec fierté que Québec Mitsubishi fête sa 3^e année d'opération. Le plus gros concessionnaire Mitsubishi au Québec et 3^e au Canada tient à remercier sincèrement tous ses clients et à vous présenter son équipe exceptionnelle.



L'essence de la vie

Normand PROVENCHER NProvencher@lesoleil.com

Il n'y a pas si longtemps encore, le litre d'essence à un dollar était considéré comme une arnaque. Un an et une trentaine de cennes plus tard, voilà que la nostalgie étire l'automobiliste aux pompes des stations-service. Les yeux humides, l'*homo automobilus* va même jusqu'à penser que ce moment pas si lointain, c'était un peu le bon temps.

Et moi qui croyais, dans ma grande naïveté, que le bon temps, c'était plutôt l'époque où le plein d'une grosse Buick suffisait pour faire le tour de la Gaspésie et revenir coucher à Rimouski.

La nostalgie n'est décidément plus ce qu'elle était...

Le prix de l'essence qui part en orbite et c'est la panique. Un peu beaucoup avec raison. Une grande partie de l'économie mondiale repose sur le pétrole. Ce secteur névralgique prend froid et c'est toute la planète qui a le rhume. On l'avait un peu oublié, mais le minichoc pétrolier que nous traversons est là pour nous rappeler qu'il y a toujours un prix à payer pour les abus, exactement comme un lendemain de veille. Au jeu de l'offre et de la demande, cela s'appelle une hausse des prix.

Autant s'y habituer, les copains, car de l'or noir, comme on l'appelle, il n'y en a plus pour des siècles. Pensez seulement que les enfants d'aujourd'hui risquent de faire partie de la première génération à connaître un monde sans pétrole.

Un peu partout, la demande ne cesse d'augmenter. En 1973, le diplomate et essayiste français Alain Peyrefitte avait écrit un livre au titre prophétique, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*. On sait maintenant qu'il avait vu juste. Quand la Chine a ouvert les yeux, non seulement a-t-elle fait trembler le monde, mais elle s'est mise à bouffer de l'énergie à la vitesse grand V.

Il ne peut en être autrement dans un pays en pleine croissance économique, qui voit pousser chaque mois l'équivalent d'une ville comme Toronto, un pays où des centaines de millions d'habitants rêvent d'avoir leur propre automobile. Le concept de l'*American way of life* est propagé partout sur la planète, alors il ne faudrait pas s'étonner de voir du monde chercher à accéder à une parcelle du rêve. Seulement, lorsque c'est un milliard de Chinois, disons que ça ne passe pas inaperçu...

Qu'importe ce qui peut se passer de l'autre côté de la Terre, c'est ce qui se passe ici qui est important, direz-vous. Alors, on fait quoi avec le prix du litre d'essence qui s'emballé? On demande à Jean Charest d'en appeler au sens éthique des pétrolières? (Ouvrons ici une parenthèse pour signaler au passage un truc qui me chatouille le gros nerf et qu'il me faut partager avec vous: de plus en plus de monde veut que le gou-

vernement sorte de leur vie, fort bien, mais lorsque survient un coup dur, on fait quoi? On se demande où est le gouvernement? Voilà, c'est dit, ça soulage. Fermons la parenthèse.)

Bon, où en étions-nous? Ah oui, les gros yeux de Jean Charest comme arme de chantage face aux pétrolières. Laissez-moi rire, autant demander au loup qui sort d'un jeûne de 40 jours de se retenir de dévorer un poulailler au complet. Une neuvaine à Sainte-Anne-de-Beaupré, ce serait bien aussi, mais avec le prix de l'essence, se rendre jusqu'à reviendrait un peu cher du lampion.

Et si on commençait à s'ouvrir les yeux sur notre propre mode de vie, ce serait un début, non? On ne peut pas grand-chose pour influencer le prix du pétrole, mais chacun a entre les mains des moyens pour moins en consommer.

Il semble bien que le mouvement soit déjà enclenché. Le Réseau de transport de la Capitale note une hausse sensible de la vente de laissez-passer. Ce n'est pas un mouvement de masse, mais il semble bien que de plus en plus de gens cherchent une façon de se déplacer autrement, de ne plus avoir à payer un stationnement au centre-ville, de ne plus perdre des heures chaque semaine dans le trafic.

Toutes les villes nord-américaines d'importance sont confrontées aux problèmes des embouteillages et de la congestion des routes. Québec n'y échappe pas. Depuis une douzaine d'années, le nombre de véhicules en circulation a augmen-

té de 27 000. Plus de 140 000 conducteurs empruntent les deux ponts chaque jour. Les espaces de stationnement occupent 36 kilomètres carrés, l'équivalent de 30 fois les plaines d'Abraham. Dans les circonstances, il serait illusoire et ridicule de souhaiter circuler en voiture où bon nous semble, comme dans le bon vieux temps. Si rien n'est fait, si les habitudes de transport ne changent pas, il va falloir s'habituer à en perdre du temps dans le trafic. C'est vrai à Québec comme ailleurs.

En Europe, où l'essence défonce allègrement les 2 \$ le litre, les citoyens ont depuis longtemps pris les mesures qui s'imposent. Les voitures sont plus petites et moins énergivores. Vous ne verrez personne circuler en Hummer au centre-ville de Paris.

Sauter sur une bécane ou un scooter pour aller au travail est une chose normale, pas comme ici, où le travailleur qui prend son vélo tous les jours pour aller au bureau a droit à un reportage dans les journaux, comme s'il accomplissait un exploit encore plus extraordinaire que l'ascension du Kilimandjaro.

Bien malin qui peut prédire combien se vendra le litre d'essence dans un an. Aller faire brûler un lampion à Sainte-Anne-de-Beaupré coûtera peut-être une trentaine de dollars, allez savoir... Chose certaine, autant se préparer tout de suite à changer nos habitudes. On tombera ainsi de moins haut le moment venu.

DES SCULPTURES POUR LE 400^E DE QUÉBEC

Le cadeau de la France à Québec tiendrait toujours

Mais le gouvernement Charest n'a encore donné aucune suite à ce projet

LOUIS-GUY LEMIEUX

LGLemieux@lesoleil.com

Le projet d'offrir à la ville de Québec huit œuvres majeures de trois des plus grands sculpteurs français, dont Auguste Rodin et Camille Claudel, pour souligner le 400^e anniversaire, tiendrait toujours, si on traduit bien les propos du directeur du Musée Rodin à Paris, Jacques Vilain.

Pour sa part, le gouvernement Charest serait en constante communication avec le gouvernement français concernant sa contribution aux célébrations du 400^e anniversaire de la

ville de Québec. Selon Jean Quenneville, responsable du dossier de la capitale nationale au cabinet du premier ministre, le dernier remaniement ministériel en France fait qu'il faut reprendre toutes les discussions engagées précédemment.

De passage à Québec pour recevoir deux distinctions majeures, soit la Médaille d'honneur de l'Assemblée nationale et la médaille de la Ville de Québec, M. Vilain qualifie le projet des sculptures « d'enthousiasmant » et de « symboliquement important ».

« Je ne peux pas parler au nom des autorités françaises, mais je sais que

ce projet est dans l'air et je n'ai aucune information à l'effet qu'il a été abandonné. »

Ce projet d'une allée de sculptures de bronze signées par trois des plus grands artistes français (Rodin, Camille Claudel et Bourdelle) et installées en permanence dans un endroit éloquent de Québec remplacerait le projet mort-né d'une place de France en forme d'escalier qui aurait permis de passer de la haute ville à la basse ville, à la hauteur de la place d'Youville.

Cette nouvelle contribution originale de la France aux célébrations du 400^e anniversaire, en 2008, aurait été

amorcée par le maire L'Allier en décembre dernier, à Paris. M. L'Allier serait revenu de la capitale française rempli d'optimisme.

Le hic, c'est que ces dossiers se négocient au plus haut niveau politique et que le gouvernement du Québec doit prendre la relève du maire de Québec et déposer auprès des autorités françaises une demande officielle.

Selon l'attachée de presse du maire, Isabelle Pelletier, le bureau du premier ministre Charest n'aurait à ce jour donné aucune suite à ce projet spectaculaire précis qui emballé le milieu de la muséologie tant français que québécois.

M. Quenneville confirme que d'autres contributions originales de la France pourraient être mises de l'avant.

Dans le projet du maire L'Allier, trois sites étaient envisagés pour y installer les tirages posthumes de sculptures françaises parmi les plus célèbres de l'histoire de l'art: l'avenue Wolfe-Montcalm, devant le Musée national des beaux-arts du Québec, le bois de Coulonges et la rue Dalhousie, dans le Vieux-Port.

Avec ses 525 000 visiteurs, l'exposition *Rodin*, au musée des Plaines, fut l'expo d'œuvres d'art la plus fréquentée dans le monde entier en 1998.

DERNIÈRE CHANCE

4
DERNIERS
JOURS

80%

absolument tout

AUSSI:

PERRY ELLIS

COSTUMES PERRY ELLIS
100% laine, 4 saisons

279\$

VESTONS PERRY ELLIS
100% laine

149\$

François Côté
COLLECTION
PRÊT-À-PORTER INTERNATIONAL POUR HOMMES

INVENTAIRE COLOSSAL

SPÉCIAL DU JOUR

Plus de 2000 CHEMISES
allemandes à sacrifier

Rég. jusqu'à 195\$
Limite de 2 par client

39\$

POLO DE COTON
« SUPIMA »
Choix de 8 couleurs

Rég. jusqu'à 165\$

29\$

EN PRIMEUR NOUVEAUTÉS AUTOMNE 2006

(nouvel arrivage)

SEULEMENT pour cet événement

CHANDAILS ALLEMANDS
COL MONTANT

Choix de 6 couleurs

59\$

PANTALONS
« CORDUROY STRETCH »

FRANCO TASSI
Choix de 8 couleurs

69\$

PANTALONS 100% LAINE

4 saisons
Choix de 6 couleurs

79\$

BLAZERS

LAUREN
RALPH LAUREN

4 saisons
Noir ou marine

195\$

Complexe Germain-des-Prés • Sainte-Foy • 657-1760
www.francoiscote.com

Marchandise P/E 2005

Un père tue un homme qu'il soupçonne avoir agressé sa fille

MONTREAL (PC) — Un père aurait tué un homme lundi soir à Sainte-Thérèse, dans les Basses-Laurentides, croyant qu'il venait d'agresser sexuellement sa fille, âgée de 10 ans.

Lundi après-midi, jour de la fête du Travail, Denis Gagné, âgé de 46 ans, a passé l'après-midi avec des voisins et des enfants du voisinage. Il a consommé un peu d'alcool durant la journée et il a soupé avec ses amis.

Il était heureux: son amie de cœur quittait bientôt la Gaspésie pour venir le rejoindre et c'était sa première fin de semaine de congé depuis des années, selon la concierge Patricia Tremblay.

Durant la journée, il s'est amusé avec les enfants, dont la fillette de 10 ans. La jeune fille aurait par la suite confié que Denis Gagné lui avait touché les fesses. «Il lui a peut-être juste donné une tape d'amitié, il la connaissait depuis longtemps», croit M^{me} Tremblay.

Le père de la fillette, en colère, serait allé rencontrer M. Gagné pour se faire justice lui-même. Il y a eu bagarre et Denis Gagné, pour se protéger, a

poignardé le père, hors de lui. Mais M. Gagné s'est finalement retrouvé au bas des escaliers avec des blessures qui lui ont été mortelles. Le père de 34 ans, lui, est toujours hospitalisé.

ENQUÊTE ARDUE

Pour la Régie de police Thérèse-de-Blainville, l'enquête s'annonce ardue, les deux témoins principaux ne pouvant livrer leur version des faits. «L'homme de 46 ans est décédé et on n'a pas encore été capable de rencontrer l'homme de 34 ans», a précisé le porte-parole de la police, Martin Charron.

«L'enquête se poursuit. On est en train de valider les déclarations faites par les autres témoins. Il y a aussi une enquête parallèle sur des allégations d'attouchements sexuels sur une mineure», a-t-il ajouté.

Mercredi, les voisins et amis de Denis Gagné étaient toujours sous le choc. Tous s'entendaient pour dire que M. Gagné n'était surtout pas du genre à agresser une enfant.

Les femmes ne savent pas reconnaître les symptômes du cancer des ovaires

TORONTO (PC) — La plupart des Canadiennes ignorent comment identifier le cancer des ovaires, une maladie qui est mortelle 6 fois sur 10, selon une étude récente.

En fait, 96 % des femmes interrogées étaient incapables d'identifier les symptômes les plus courants de la maladie, selon l'Association nationale du cancer ovarien, qui a commandé le sondage Decima rendu public mercredi.

«Cette étude confirme ce que nous avons toujours pensé, a commenté Elisabeth Ross, directrice exécutive de l'Association, dans un communiqué. Les Canadiennes ont peu d'information sur le cancer ovarien et l'information qu'elles ont est souvent incorrecte.»

Comme il n'existe pas de test de dépistage, la seule façon dont les femmes et leur médecin peuvent ressentir la possibilité d'un cancer ovarien est d'en reconnaître les symptômes. Le cancer des ovaires a un taux de guérison de 90 % — s'il est décelé tôt. Ses manifestations les plus courantes incluent: douleur abdomina-

le, gonflement ou ballonnement de l'abdomen, changements dans la fréquence des mictions, gain ou perte de poids et nausées.

Il est «absolument crucial» que les femmes soient au courant de ces symptômes, entre autres parce que la maladie est si mortelle, souligne la docteure Barbara Vanderhyden, une spécialiste du cancer des ovaires de l'Université d'Ottawa. «Malheureusement, la majorité des femmes reçoivent leur diagnostic trop tardivement dans l'évolution de la maladie; à ce stade, le taux de survie chute à 20 %.»

Cette année, plus de 2400 Canadiennes auront un diagnostic de cancer ovarien; on estime que 1500 mourront de la maladie.

Les femmes les plus à risque de développer le cancer des ovaires présentent certaines des caractéristiques suivantes: elles ont des antécédents familiaux de cancer des ovaires, du sein ou du côlon; n'ont jamais eu d'enfant; sont âgées de plus de 50 ans; n'ont jamais utilisé de contraceptifs oraux; ou sont d'ascendance juive ashkénaze.

L'enquête, dont les résultats sont divulgués dans le contexte du mois du cancer ovarien, révèle que 12 % des femmes ont dit n'avoir jamais entendu parler du cancer des ovaires; qu'une femme sur trois croit, à tort, qu'un test Pap permet de dépister le cancer des ovaires (il dépiste les états précancéreux et cancéreux des voies génitales, qui incluent le vagin, le col de l'utérus et l'endomètre); que les femmes les plus à risque de développer le cancer des ovaires à cause de leur âge sont généralement moins informées au sujet de ce cancer que les femmes plus jeunes.

L'Association nationale du cancer ovarien recommande aux femmes de consulter leur médecin si elles éprouvent l'un ou plusieurs des symptômes et que ceux-ci durent plus de trois semaines. Souvent, les femmes n'en font pas de cas, ces symptômes étant subtils et pouvant être confondus avec d'autres problèmes.

Le sondage a été mené plus tôt cette année auprès de 1373 femmes dans tout le pays; il comporte une marge d'erreur n'excédant pas 2,6 %, 19 fois sur 20.

ACCÈS TOYOTA Une expérience d'achat tellement plus sympa.

Votre nouvelle Toyota part toujours avec le plein d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs. Votre concessionnaire www.acces.toyota.ca

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada Inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. • Offres de location au détail valables sur les modèles RAV4 2005 (H202VM), Sienna 2005 (Z430CP AAI) et Highlander 2005 (H212AP) neufs en stock. Première mensualité de 343,91 \$ (RAV4 2005), de 401,42 \$ (Sienna 2005) et de 459,95 \$ (Highlander 2005), taxes incluses, pour un terme de location de 48 mois exigibles au moment de la livraison. Offre de 0 \$ de dépôt de sécurité à la location sur tous les modèles 2005 neufs en stock. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 10 \$ (RAV4 et Sienna) et de 15 \$ (Highlander) du kilomètre excédentaire. Immobilisation, assurance et taxes en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 552 \$ (RAV4 2005 (H202VM)), de 3 595,91 \$ (Sienna 2005 (Z430CP AAI)) et de 6 809,95 \$ (Highlander 2005 (H212AP)). Les accessoires sont disponibles sur le site Internet www.acces.toyota.ca. • PDSF pour les modèles RAV4 2005 (H202VM), Sienna 2005 (Z430CP AAI) et Highlander 2005 (H212AP) neufs en stock. L'immobilisation, les frais de transport, la préparation, l'assurance et les taxes sont en sus. Comptez le 1 888 Toyota ou visitez www.acces.toyota.ca. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindres. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 30 septembre 2005 et sont établies par les concessionnaires Accès Toyota pour les concessionnaires participants de la grande région de Québec. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

LIQUIDATION au Max TOYOTA

Voyez les dessous de la pub-réalité sur WWW.LIQUIDATIONTOYOTA.CA



RAV4 2005
299\$

PAR MOIS/LOCATION 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 3 552 \$
OPTION 0 \$ COMPTANT
ÉGALEMENT DISPONIBLE

À L'ACHAT À PARTIR DE
24 585\$*



SIENNA 2005
349\$

PAR MOIS/LOCATION 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 4 995 \$
OPTION 0 \$ COMPTANT
ÉGALEMENT DISPONIBLE

À L'ACHAT À PARTIR DE
30 000\$*



HIGHLANDER 2005
399\$

PAR MOIS/LOCATION 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 6 351 \$
OPTION 0 \$ COMPTANT
ÉGALEMENT DISPONIBLE

À L'ACHAT À PARTIR DE
36 900\$*

1 000\$ D'ACCESSOIRES GRATUITS

À LA LOCATION OU À L'ACHAT*
SUR TOUTS LES 4RUNNER, HIGHLANDER,
RAV4, SEQUOIA, SIENNA ET TUNDRA 2005

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ À LA LOCATION
SUR TOUTS NOS MODÈLES 2005*

TOYOTA
LIQUIDATION SANS DÉTOUR
2005

Grève au primaire et au secondaire le 15 septembre

Les employés de soutien membres de la CSN et de la FTQ passent encore une fois à l'action

GILBERT LEDUC ET ANNIE MORIN
GLeduc@lesoleil.com
AMorin@lesoleil.com

Accusant le gouvernement de mettre tous ses œufs dans le même panier en vue d'accélérer en priorité les négociations avec les 80 000 enseignants des écoles primaires et secondaires membres de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), les employés de soutien et les professionnels de 45 commissions scolaires déclencheront la grève le 15 septembre.

Cette journée-là, 40 000 employés de soutien membres de la CSN et de la FTQ paralyseront, encore une fois, le train-train quotidien dans les écoles.

VARIANTES

La durée de l'arrêt de travail variera d'une centrale syndicale à l'autre. À la CSN, le débrayage dans 31 commissions scolaires (notamment celles des Découvreurs, des Navigateurs et de Charlevoix) se tiendra en après-midi seulement. Contrairement au scénario vécu à la rentrée, les cours pourraient être annulés pour cette seule demi-journée. Il semble en effet plus facile de retourner les enfants à la maison à une heure inhabituelle que de les inviter à se rendre à l'école avec quatre ou cinq heures de retard.

Ce sera notamment le cas à la commission scolaire des Navigateurs, où les cours seront suspendus après la dernière période de l'avant-midi. Le transport scolaire du midi sera assuré selon l'horaire de fin de journée. Les services de garde seront fermés à compter de 11 h 01, début officiel de la grève. Les cours aux adultes seront également annulés en après-midi et en soirée.

Dans Charlevoix, les écoles seront plutôt fer-

mées toute la journée, tant pour les petits que les adultes. Du côté de la FTQ, la grève dans 15 commissions scolaires (dont celles de la Capitale et de Portneuf) durera toute la journée. À la commission scolaire de la Capitale, toutes les écoles et les services de garde seront donc fermés.

Les parents des élèves de la commission scolaire des Premières-Seigneuries sont épargnés du contretemps puisque les employés de soutien sont membres de la Fédération du personnel du soutien scolaire (FPPS), qui est affiliée à la CSQ. La fédération se limite, pour le moment, à des moyens de pression qui affectent principalement les administrateurs scolaires.

Le mouvement de débrayage CSN-FTQ s'étendra également aux activités de la Société des traversiers, de la Régie des installations olympiques et du Palais des congrès de Montréal.

Même si le recours à la grève n'est jamais une fin en soi, il devient nécessaire de le faire pour faire avancer les négociations, a soutenu la présidente de la Fédération des employés et employés de services publics (FEESP-CSN), Ginette Guérin.

« Depuis la rentrée, il ne s'est absolument rien passé aux tables de négociation des employés de soutien de commission scolaire. Le gouvernement a choisi de régler d'abord et avant tout le dossier des enseignants. Pendant ce temps-là, on n'arrive pas à régler la moindre des clauses mineures. Quoi qu'en dise la partie patronale, nous sommes prêts à négocier sept jours par semaine s'il le faut », a affirmé M^{me} Guérin en précisant que peu de progrès avait été enregistré à la table des employés de soutien du secteur collégial, « mais que l'on accordait une autre chance à la négociation » avant de mettre en branle des moyens de pression.

Pour le comité patronal de négociation, les syndicats CSN et FTQ, « contrairement à ce que l'on

peut constater avec d'autres, ne démontrent pas qu'ils sont pressés » de négocier. « Les grèves annoncées ne visent pas à faire pression sur la partie patronale, mais plutôt à perturber les services aux élèves. »

BLITZ CHEZ LES FONCTIONNAIRES

Il n'y a pas que la FSE-CSQ — porte-parole des 80 000 enseignants des écoles primaires et secondaires — qui est engagée dans un blitz de négociation avec la partie patronale. Depuis mardi matin, le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et le Secrétariat du Conseil du trésor ont également intensifié leurs pourparlers.

Alors que la FSE-CSQ et le comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones poussent fort afin d'en arriver à façonner une hypothèse de règlement sur les clauses normatives qui serait soumise, les 15 et 16 septembre, à l'approbation des instances de la fédération, on n'écarte pas, au SFPQ, la possibilité d'en arriver à une entente de principe avant la semaine prochaine.

« Il reste encore pas mal de travail à faire mais nous venons d'aborder un gros morceau, la sous-traitance », a expliqué le président du SFPQ, Michel Sawyer. « L'autre gros morceau, c'est la sécurité d'emploi. On a convenu avec l'employeur d'attendre à la toute fin pour l'attaquer. »

Du côté du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), la présidente, Carole Roberge, a signalé que les discussions ne sont pas encore passées en mode intensif. « Le Trésor ne semble pas plus pressé qu'il ne le faut. »

Finalement, les travaux progressent lentement à la table des enseignants du secteur collégial. Le cartel formé de la Fédération autonome du collégial (FAC) et de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) parle même de « reculs » par rapport au mois de juin dernier. Le comité de coordination des négos du cartel se réunira aujourd'hui et demain pour élaborer un plan d'action prévoyant la constitution d'une banque de journées de grèves rotatives.

Centre de
Recherche
du Pavillon CHUL

CHUL
CENTRE DE RECHERCHE
UNIVERSITAIRE DE LA SAGUÉ

Vous êtes ménopausée et incommodée par des bouffées de chaleur?

Alors, vous pourriez participer à une étude clinique d'une durée de 4 mois. Votre participation se limiterait à 8 visites où vous auriez à passer différents examens.

Si ceci vous intéresse, vous devez :

1. être âgée entre 40 et 70 ans
2. être non fumeuse
3. être ménopausée
4. répondre aux autres critères de l'étude.

Une compensation financière de 700\$ vous sera remise.

Vous désirez des informations supplémentaires? Veuillez communiquer avec Marie-Pierre Brochu (525-4444 poste 46016), ou Mélanie Bradley (525-4444 poste 48516), infirmières de recherche.

Cette étude a été acceptée par le Comité d'éthique de la recherche clinique du CHUL (Projet 83.05.05).

Cours de cuisine pour tous

PORTES OUVERTES

LE DIMANCHE 11 SEPTEMBRE DE 10 H À 16 H



- ✓ Sushi
- ✓ La cuisine italienne classique
- ✓ Cuisine thaïlandaise
- ✓ Cuisine sichuanaise
- ✓ Techniques de base
- ✓ Et +

ACADÉMIE
CULINAIRE

ENEZ VISITER L'ACADÉMIE
ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER
DES COURS DE CUISINE

À la Baie Place Laurier
2740, boul. Laurier
418 780-2211

www.academieculinaire.com

L'ÉVÉNEMENT Saveurs d'automne

Exposition regroupant produits du terroir,
ornithologie et horticulture d'automne

10 | 11

SEPTEMBRE 2005

Exposants > Dégustations et vente de produits
Conférenciers > Promotions

centre jardin
HAMEL

L'ANCIENNE-LORETTE, 6029, boul. Hamel
Programmation complète > www.jardinhamel.com

VOTRE CADEAU
CLARINS
PARIS

Chez Les Ailes de la Mode, jusqu'au 25 septembre 2005, obtenez l'une des quatre troussees spécialement adaptées à votre type de peau à l'achat de deux produits Clarins, dont un produit soin. Votre trousse Clarins contient une sélection de quatre formats d'essai essentiels à votre routine beauté quotidienne.



NOUVELLE CRÈME RAFFERMISSANTE NUIT MULTI-RÉGÉNÉRANTE

Grâce à cette nouvelle crème exceptionnelle, la peau est plus souple et animée d'éclat, les marques de vieillissement sont réduites et les traits sont délassés pour préparer la peau à un meilleur repos. La peau retrouve l'aspect lisse, ferme et plein de sa jeunesse.

50 ml, 82\$

AILES
LES AILES DE LA MODE

*Une trousse par personne. Jusqu'au 25 septembre ou jusqu'à épuisement des stocks.

Place Ste-Foy (418) 652-4537 • Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537 • Mail Champlain (450) 672-4537 • Carrefour Laval (450) 682-4537

www.lesailes.com



UN RENDEZ-VOUS

AVEC L'HISTOIRE ET LA MODE SUR LA CÔTE DE LA FABRIQUE

UN MAGASIN EN CONSTANTE ÉVOLUTION DEPUIS 1840



Le 20 Côte de la Fabrique qui abrite le siège social de la Maison Simons a vu naître et défiler 5 générations de commerçants issus de la famille Simons. De père en fils, le commerce s'est développé en plein cœur du Vieux-Québec puis s'est implanté au fil des ans dans les régions de Québec, Sherbrooke et Montréal.

Cet espace a toujours occupé une place de premier plan dans la vie du Vieux-Québec. Il a notamment abrité en 1648, alors que la ville ne comptait que 500 habitants, la première brasserie de Québec, tenue par l'aubergiste Jacques Boisdon. En échange du permis de servir de l'alcool, il devait assurer aux autorités de fermer son établissement pendant les offices religieux et les dimanches. Puis, au cours des siècles jusqu'à nos jours, demeures de notables et commerces se sont succédés sur cet emplacement.

La Maison Simons est fière d'occuper cet espace depuis 1870 et d'offrir à sa fidèle clientèle ainsi qu'aux nombreux touristes du monde entier, la mode de pointe dans un espace distinctif, nouvellement agrandi, qui a su conserver un riche cachet historique en mariant une architecture moderne avec des détails décoratifs recherchés comme les magnifiques boiseries anciennes et, surtout, la fameuse coupole de Saint-Amand-les-Eaux. Cette coupole nous vient du Château français Bouchart, de style Renaissance flamande. Elle est construite en mosaïque de verre, selon une technique italienne très particulière. Elle représente la pièce maîtresse du nouvel espace consacré entièrement à la mode masculine.



La coupole de Saint-Amand-les-Eaux

est une histoire d'amour qui se déroule ici. Et, comme dans tous les grands mythes, cette histoire de château et de princesse nous berce et nous réchauffe. Inspiré d'une légende médiévale, ce conte illustre la tourmente amoureuse d'une belle, pendant que deux chevaliers s'affrontent pour gagner son cœur. L'issue sera fatale. Mais, découvrez plutôt comment la fatalité peut combler tous les cœurs.



La belle est au jardin d'amour. Elle récite la litanie de l'amoureuse inquiète. «M'aime-t-il ou ne m'aime-t-il pas, un peu, beaucoup, passionnément ou à la folie. Je dois me marier demain, mais mon cœur est en larmes car je ne puis décider, qui de mes preux chevaliers, saura le mieux m'aimer».



«Madame, moi chevalier à la fleur de lys, me voici engagé à conquérir votre cœur par la force de mon épée. J'ai le courage des braves et la vaillance des combattants. Demain à l'aube, votre cœur sera mien car le sort aura tranché et la force de ma volonté aura triomphé».



«Et moi, chevalier à la rose, je n'ai que mon cœur pour cueillir le vôtre et vous persuader de m'aimer, car ni la force ni l'orgueil ne sauront remplacer le courage amoureux dont mon âme est animée. Aimez-moi madame, je saurai vous combler».



«Si tous deux disent m'aimer, chacun pourtant dans sa vérité, me condamne au chagrin à l'heure où mon cœur consentira à se donner. L'amour m'est cruel... Comment puis-je sacrifier de si nobles qualités, à l'amour d'un seul chevalier?»



«Ne pleurez pas mon amie, je suis votre bonne fée. Ce que vous voyez ici n'est qu'un songe. L'amour est un tournoi, un jeu de l'esprit. Il n'y a ni vainqueur ni vaincu. Ne soyez plus tourmentée, n'écoutez que votre cœur et rappelez-vous que la seule loi ici-bas est d'aimer!»



simons

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS



LE SOLEIL, ERICK LABRE
L'imposante résidence de 97 chambres a été vendue 700 000 \$ à la Ville de Québec.

Retour à sa mission d'accueil première

Les Sœurs du Bon-Pasteur sont ravies que Sainte-Genève devienne la Maison interculturelle de Québec

ALAIN BOUCHARD

ABouchard@lesoleil.com

Les Sœurs du Bon-Pasteur sont ravies du fait que la Résidence Sainte-Genève, de la colline parlementaire, puisse continuer dans la voie de sa mission première, en devenant la Maison interculturelle de Québec, comme LE SOLEIL l'annonçait récemment.

« Que cette maison soit désormais destinée à l'accueil aux immigrants est une sorte de prolongation naturelle de ce qu'elle a toujours été depuis 1940, explique sœur Ghislaine Gourdeau, sa dernière directrice. Elle avait été construite pour accueillir des jeunes filles dans le besoin, des orphelins d'abord, puis de toutes sortes de statuts ensuite. Et parmi ces personnes, il y a toujours eu beaucoup de jeunes immigrantes. »

L'imposante résidence de 97 chambres, située coin Saint-Amable-De Senezergues (ex-Berthelot), a été vendue 700 000 \$ à la Ville de Québec, alors qu'elle est évaluée à plus de 2 millions \$. Les coûts de transformation ne sont pas encore connus, le projet n'en étant qu'à sa forme préliminaire.

Les derniers couchers y ont eu lieu au début d'août. Sœur Gourdeau s'occupe actuellement d'en sortir le patrimoine immobilier. Et la Ville en prendra physiquement possession en janvier, pour entreprendre la conversion nécessaire à sa nouvelle vocation.

Mais la conseillère municipale Ann Bourget, dont la Maison interculturelle est le bébé adoré, souhaiterait que de premiers organismes s'y installent immédiatement, question qu'elle ne reste pas inhabitée.

RENTÉE À L'UNIVERSITÉ LAVAL

Sodexho a droit à un boycott musclé

Le but de la campagne demeure de le remplacer par une entreprise étudiante

ANNIE MORIN

AMorin@lesoleil.com

■ La campagne de boycott des cafétérias gérées par la multinationale Sodexho reprend de plus belle à l'Université Laval. Mais cette fois, les étudiants mettent en branle un plan de dénigrement inspiré des grandes luttes antimondialisation. Les appels à la résistance sont partout, partout, partout.

Un site Internet (www.boycottsodexho.org), des t-shirts, des macarons, des autocollants, des tracts glissés dans les agendas, des fonds d'écran... Les associations étudiantes du baccalauréat, de la maîtrise et du doctorat, qui travaillent en collaboration, n'y vont pas de main morte.

Elles ont même parodié la campagne publicitaire de l'Université. Au lieu de Sébastien, qui se vante d'avoir fait la une du journal avec son baccalauréat en communications, on voit Marine, étudiante en génie civil, qui dit : « Pendant mon bac, l'administration a coupé les ponts. » Oups !

Il faut dire qu'au printemps, les étudiants ont tenté sans succès de raver à Sodexho le contrat de distribution alimentaire sur le campus. Et ils digèrent très mal qu'on leur ait préféré la multinationale.

Rachel Mathieu, vice-présidente aux communications à l'Association des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (ÆLIES), estime que des raisons bidon — comme la teneur en sel des mets préparés — ont été évoquées pour couler le projet. « C'était l'occasion pour la haute direction de prouver qu'elle encourage l'entrepreneuriat étudiant. C'est clairement un manque de volonté politique. »

Le problème demeure entier, ajoute Olivier Poulin, vice-président aux communications de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL).

« C'est pas bon et c'est cher », dit-il pour résumer les récriminations des étudiants contre la bouffe du géant de l'alimentation. D'où le renforcement du boycott, en vigueur depuis cinq ans.

Le but demeure de déloger Sodexho

pour le remplacer par une entreprise étudiante, ce qui serait une première au Canada. Théoriquement, cela ne peut se faire avant cinq ans, à l'expiration de la première tranche d'un contrat qui en compte 10. Antoine Houde, président de la CADEUL, pense que c'est possible d'y arriver avant « si on met assez de pression ».

LE CONTREPOIDS

Pour faire contrepoids à Sodexho, les associations proposent aux étudiants de fréquenter les neuf cafés et trois concessions gérés par leurs camarades. L'an dernier, une carte et une liste de prix collectives ont été distribuées à grande échelle. Cette année, les cafés ont l'intention de travailler ensemble pour réduire leurs coûts d'exploitation. Ils pourraient par exemple s'approvisionner ensemble chez un nombre restreint de fournisseurs pour multiplier les rabais.

Les étudiants veulent aussi tester la volonté de la direction, qui s'est dite ouverte à accorder de nouveaux permis aux cafés étudiants, alors qu'un moratoire a marqué la première décennie de règne de Sodexho.

Au Café La Dissidence, géré par les étudiants en droit, ça roulait bon train, cette semaine, malgré les travaux de rénovation qui visent justement à rafraîchir l'aire de restauration gérée par Sodexho au pavillon De Koninck. Audrey Dufresne, étudiante de troisième année en droit, venait d'y acheter un café pour la moitié du prix. La jeune femme s'est dite d'accord avec le boycott, qu'elle préfère aux manifestations houleuses tenues l'an dernier. « C'est une façon pacifique de dire qu'on veut laisser le champ libre

Pendant mon bac, la direction a coupé les ponts



MARINE, 21 ANS, ÉTUDIANTE EN GÉNIE CIVIL

Pour les fins de leur boycott, les associations ont même parodié la campagne publicitaire de l'université.

aux entreprises étudiantes. »

Pas loin de là, Jérôme Belzile, fraîchement arrivé à l'Université Laval, était au courant du boycott, mais ne l'avait manifestement pas respecté. « Je pense que c'est une bonne affaire, mais là, j'avais vraiment trop faim », a-t-il expliqué en pointant son café et son biscuit.

Les étudiants pourront-ils tenir cinq ans sur cette lancée ? Rachel Mathieu pense que oui. « C'est une culture à imposer aux nouveaux étudiants. S'ils prennent la bonne habitude de boycotter Sodexho pendant toute la durée de leurs études, ça sera facile. »

À l'Université Laval, Richard Fournier, directeur des communications, n'a rien à dire sur la campagne de boycott. « Les gens ont le droit d'exprimer leur opinion, tant que le bon ordre et le règlement sont respectés. »

Quant à la campagne de publicité déclinée par les étudiants, il trouve que c'est du bon travail.

« Si on nous parodie, c'est bon signe, c'est parce que la campagne de publicité a eu son impact. »

PROTECTION DE LA PLÉE BLEUE À LÉVIS

Le ministre Mulcair promet d'avoir l'Ultratrain à l'œil

MARC SAINT-PIERRE

MSaintPierre@lesoleil.com

Le transport d'hydrocarbures par la voie ferrée passant dans la Plée bleue passera inévitablement par le crible d'analyse du développement durable, a observé le ministre de l'Environnement, David Mulcair, à Lévis, hier.

« Il va falloir regarder ça dans une perspective de développement durable. C'est un cas classique d'analyse, un cas type », a-t-il observé.

Le ministre venait de confirmer qu'il souhaite donner un très haut niveau de protection à la Plée bleue, une tourbière virtuellement intacte à 10 minutes du centre-ville de Lévis, qui a échappé à l'industrialisation et au développement agricole.

Véritable éponge de 15 km² nourrie à l'eau de pluie, la tourbière lévisienne est la plus vaste mi-

lieu humide de Chaudière-Appalaches. Quelque 150 espèces de plantes y ont été recensées, et une multitude d'oiseaux en ont fait leur habitat.

Le gouvernement du Québec, l'administration Garon et Canards Illimités ont constitué, dit le maire Jean Garon, « un partenariat exemplaire » pour y développer à terme un projet dépassant 1,3 million \$. Projet où intervient également la Fondation Hydro-Québec pour l'environnement.

UNE RÉSERVE D'ICI 2007

Déjà, de grandes superficies du milieu humide sont des propriétés publiques, et Canards Illimités pilote vivement un programme d'acquisitions de terrains privés. D'ici 2007, il est question que le cœur de la tourbière devienne réserve écologique et qu'un parc de conservation soit créé sur son pourtour.

Comme le résumera Bernard Filion, directeur

québécois de Canards Illimités, la Plée bleue, c'est « 10 fois les plaines d'Abraham et une fois le lac Saint-Joseph ».

Dans ce contexte, le ministre de l'Environnement ne voit pas particulièrement d'un bon œil les ultratrans du CN qui y passent quotidiennement, chargés des hydrocarbures de la raffinerie Ultramar, à destination de Montréal et des Maritimes.

DÉVERSEMENTS

Ultramar a en tête de construire un pipeline qui entrerait en service fin 2008 pour acheminer ses essences à son centre de distribution de Montréal-Est, ce qui aura le mérite d'enlever quotidiennement un ultratrain des rails. Mais il restera encore celui des Maritimes.

En avril 1999 et en août 2004, des trains du CN

ont déraillé dans la Plée bleue et le contenu de wagons s'est déversé, donnant lieu à un vaste branle-bas de nettoyage environnemental.

« Ce serait inacceptable qu'il y ait un autre déversement », a observé le ministre Mulcair, évoquant le cas échéant une application rigoureuse de la loi.

La tourbière de 15 km² est le plus vaste milieu humide de Chaudière-Appalaches

Au chapitre des élevages porcins, M. Mulcair a écarté l'éventualité de ruissellement qui entacherait l'intégrité de la tourbière. « Préoccupations mal fondées », a indiqué le ministre.

Mais, présent au point de presse, Gerry Fasset, président du groupe vert STOPPP, pense que la menace demeure, lui qui craint plutôt l'effet des azotes transportés par les pluies sur les sphaignes.

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

20 chandelles pour Blue Rodeo



Dans le cahier Arts et vie

Blue Rodeo tient promesse: après avoir dû annuler son spectacle prévu pour le début de l'été à Québec, la bande de Greg Keelor et de Jim Cuddy s'amène en ville, son nouveau-né sous le bras. Le passage des Lennon et McCartney canadiens sera ainsi l'occasion de découvrir les pièces de Are You Ready, album qui couronne les 20 ans du groupe.

EN BREF

BLOC BLANC DE PLACE DE PARIS

Gare aux impairs

■ Le maire Jean-Paul L'Allier a trouvé un endroit où mettre le « bloc blanc » de place de Paris, mais il doit ménager des susceptibilités en déplaçant l'œuvre. Notamment celle de l'actuel président de la France, Jacques Chirac, qui a offert la sculpture à la Ville de Québec. « Il faut que ceux qui l'ont donné à l'origine comprennent le sens du déplacement », a commenté M. L'Allier, hier. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec l'actuel maire de Paris. C'est toujours délicat quand on déplace l'œuvre d'un artiste. » M. L'Allier n'a pas voulu dire où irait le cadeau, ni ce qui le remplacerait. « On va discuter de ça avec la Ville de Paris parce que ça va demeurer la place de Paris », a-t-il indiqué. *Simon Boivin*

Fidéenne à la Cour supérieure

■ Une avocate de Sainte-Foy a joint les rangs de la Cour supérieure du Québec. Suzanne Ouellet remplacera le juge Édouard Martin, qui a choisi de devenir juge surnuméraire. Au moment de sa nomination, Suzanne Ouellet était associée du cabinet Pothier Delisle à Sainte-Foy. M^{me} Ouellet a déjà enseigné à l'École du Barreau du Québec, à l'Université Laval et à l'Université du Québec à Chicoutimi. Elle a en outre occupé un poste de commissaire à la Commission des services juridiques du Québec. *Élisabeth Fleury*

Famille recherchée

■ La morgue de Québec tente de retracer la famille de Daniel Fortin, né le 23 septembre 1957 et décédé le 20 juillet dernier. Il était le fils de Roland Fortin et d'Eva Moisan, et il aurait un frère, M. Fortin demeurait à Québec, mais des membres de sa famille pourraient habiter la région de Montréal. Tout renseignement permettant de retracer un membre de la famille de M. Fortin doit être communiqué à la morgue de Québec au 643-3982 ou au 1 866-312-7051. *Élisabeth Fleury*

LA FONTAINE EST MAINTENANT PUBLIQUE



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

En apposant sa griffe au bas d'un acte de donation hier, Peter Simons (à gauche) a officiellement remis à la population de Québec la propriété de la fontaine des allées de Tourny qu'il a achetée, rapportée et restaurée pour quelque quatre millions de dollars. « Le geste urbain le plus important qu'un citoyen ou une entreprise ait pu poser à Québec », a remercié le maire Jean-Paul L'Allier. L'installation et la construction d'une chambre mécanique pour pomper l'eau se fera au coût de 2 millions \$ partagés entre la Ville et la Commission de la capitale nationale. La pièce en fonte de fer de sept mètres de haut du sculpteur français Mathurin, qui a gagné une médaille d'or à l'exposition universelle de Paris de 1855, doit être fonctionnelle devant le parlement en 2007.

DÉVELOPPEMENT DES PORCHERIES

Le maire de Sainte-Croix entrevoit un compromis... à long terme

MARIE CAQUETTE

Mcaquette@lesoleil.com

Les « pour » et les « contre » de la production porcine, dans la petite municipalité de Sainte-Croix de Lotbinière, s'entendent un jour sur le contrôle du développement de cette industrie sur leur territoire, mais « la job sera dure, c'est un gros défi », déclarait hier le maire Jean Lecours.

Le syndicat agricole UPA et les membres du groupe écologiste local Respires (Regroupement solidaire pour un milieu rural en santé) ont en effet défendu des positions diamétralement opposées, cette semaine, lors d'une réunion du conseil municipal.

Mais tout le monde a « beaucoup cheminé » depuis quelques années, explique le maire, qui demeure optimiste et croit qu'un compromis est possible. « Le processus sera assez long » et il aura des répercussions sur les élections municipales qui auront lieu en novembre. Le maire Lecours a déjà indiqué qu'il ne se présente pas de nouveau.

Le processus aura des répercussions sur les élections de novembre

L'optimisme du maire s'appuie sur le fait que d'autres municipalités québécoises ont réussi la conciliation des intérêts divergents des producteurs de porcs et de la population inquiète de la pollution créée par ce type d'élevage, ajoutait-il. Ces ententes ouvrent la porte à l'établissement d'un contingentement qui limite la superficie des porcheries à 2000 m² et à la désignation de zones de production et de zones d'interdiction sur un territoire.

POUVOIRS RESTREINTS

La loi actuelle ne donne pas automatiquement les pleins pouvoirs aux municipalités pour établir de telles réglementations, précisait M. Lecours. Les ententes locales entre l'UPA et les citoyens doivent être soumises à la Table régionale des maires de la municipalité régionale de comté (MRC).

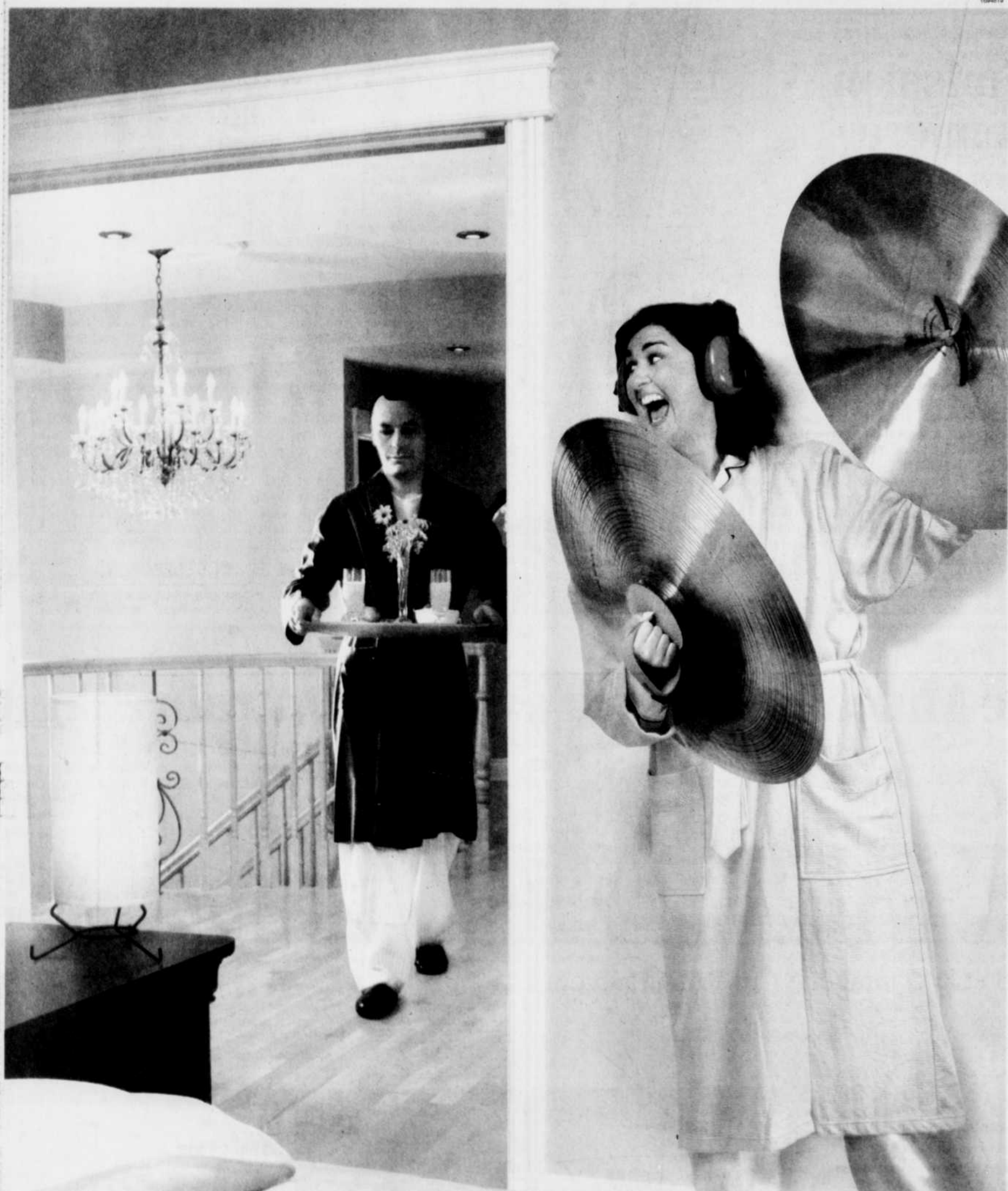
« Il faut cette autorisation supérieure pour contrôler la production animale. Si l'UPA et les membres du groupe Respires s'entendent, ce sera plus facile d'obtenir l'autorisation de la table des maires. »

Au niveau local, les pouvoirs d'un conseil municipal sont très restreints, admet le maire. Après consultation entre les parties, les producteurs porcins peuvent seulement être obligés de mettre un toit sur une fosse à purin et d'ériger une haie qui brise le vent en direction des résidences. La municipalité peut aussi augmenter la distance entre le centre de production et les zones habitées des alentours, énumérait M. Lecours.

Sainte-Croix compte déjà trois producteurs de porcs qui élèvent 6000 cochons. La municipalité ne compte que 1800 habitants. Depuis la levée du moratoire sur de nouveaux établissements en juin dernier, une autre ferme vient d'obtenir l'autorisation du ministère de l'Environnement d'ouvrir une maternité qui accueillera quelque 1300 porcs de plus. Cela fait cinq ans que la présidente de Respires, Marthe Daigle, qui habite en face d'une porcherie, ne peut ouvrir ses fenêtres l'été. L'organisme veut empêcher la prolifération des porcheries et faire cesser les subventions à cette industrie qui exporte la moitié de sa production à l'extérieur du Québec. Chaque porc apporte une subvention gouvernementale de 15 \$ à son propriétaire, rappelle-t-elle.

Quatre vols résolus

■ La police de Saint-Georges de Beauce a mis la main au collet d'un homme de 33 ans qui aurait commis quatre vols qualifiés entre samedi et lundi. Éric Bolduc, de Saint-Just-de-Bretenières, a d'ailleurs comparu au palais de justice de Saint-Joseph, où un seul chef d'accusation a été retenu pour l'instant. Bolduc a de plus brisé les conditions de sa liberté conditionnelle, a précisé Mario Thiboutot, le porte-parole du service de police. Il restera détenu jusqu'au 23 septembre. Éric Bolduc aurait dérobé, dans chacun des trois dépanneurs et dans un restaurant, des sommes d'argent ou des cartouches de cigarettes pour un montant inférieur à 400 \$. Il se présentait le visage découvert, et demandait l'argent ou la marchandise en prétendant cacher une arme sous sa veste. *Anne Drolet*



Riez un peu.

Quand on gagne un million, on a de quoi rigoler. Voici Joker, la nouvelle loterie sur terminal à 1\$. Choisissez une lettre du mot J-O-K-E-R et 5 numéros de 1 à 49 et vous pourriez gagner jusqu'à 1 000 000 \$ chaque jeudi !

18 ans +

joker.loto-quebec.com



Simon Marshall entame le processus qui le mènera à son acquittement

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

Simon Marshall a entamé hier les procédures judiciaires visant à obtenir sa réhabilitation totale. Une requête pour prolonger le délai de l'avis d'appel a été déposée en Cour d'appel par son avocat, M^e Serge Goulet.

Une simple procédure dans les faits, mais qui marque le début du processus pour ce jeune homme qui a purgé 62 mois de prison pour des crimes qu'il n'a pas commis. Le service de police de Québec a admis en août dernier, preuve d'ADN à l'appui, que Marshall n'est pas l'auteur de la série d'agressions sexuelles commises à Sainte-Foy en 1995 et en 1996.

Pour la justice, le jeune homme est toujours coupable des agressions sexuelles commises à Sainte-Foy il y a 10 ans

Mais officiellement, face à la justice, Marshall est toujours coupable. Une série de procédures seront nécessaires avant qu'un juge ne prononce l'acquittement.

PAS D'OPPOSITION

Marshall souffrait d'un problème d'ordre mental lorsque, en juin 1997, il a plaidé coupable aux 15 accusations portées contre lui. Dans la procédure déposée hier, M^e Goulet invoque que l'état mental de son client l'a empêché d'exercer ses recours en temps opportun.

De plus, Marshall n'étant pas coupable des crimes reprochés, il désire être autorisé à retirer ses plaidoyers de culpabilité. Les plaidoyers de culpabilité ayant été enregistrés en juin 1997, on comprendra que les délais normaux pour être relevé de ces plaidoyers sont écoulés. D'où la nécessité d'obtenir de la Cour d'appel une prolongation des délais.

Le ministre de la Justice a déjà fait savoir que la Couronne ne soulevra aucune opposition aux procédures nécessaires pour réhabiliter totalement Simon Marshall.

Le fraudeur Louis Gauthier écope 20 mois de prison

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

■ **Considérant** que Louis Gauthier n'a pas reculé sur les moyens à utiliser pour commettre des fraudes, le juge Narcisse Proulx a condamné hier l'homme de Beauport à un total de 20 mois et 14 jours de prison.

L'accusé avait, le mois dernier, reconnu sa culpabilité à quatre accusations de fraude, cinq de production de faux documents, et sept de s'être servi de ces documents contrefaits. En mai et juin derniers, le fraudeur de 41 ans a fabriqué et utilisé un faux certificat de libération de faillite, un faux chèque, un faux chèque visé, une fausse déclaration de règlement à l'amiable, et une fausse lettre de crédit.

Ces documents contrefaits lui ont permis de bernier deux vendeurs de caravanes, le propriétaire de l'immeuble où il habitait, un prêteur hypothécaire et un paysagiste.

Les deux vendeurs de roulottes ont

PAS LA PREMIÈRE

Gauthier n'en était pas à ses premières fraudes. En octobre 2004, il a écopé une peine d'un an à purger dans la collectivité pour une fraude de plus de 60 000 \$ aux dépens de son employeur, la compagnie d'assurance Clarica. Il était donc à purger cette peine lorsqu'il a commis d'autres délits au début de l'été.

Au moment de reconnaître sa culpabilité le mois dernier, Gauthier s'est

repenti, a demandé pardon à ses victimes. Il avait fait sensiblement la même chose à l'automne 2004.

Le juge Proulx se montre sceptique devant les actes de contrition de l'accusé. Concernant le risque de récidive, la cour croit qu'il est directement proportionnel à la distance que Gauthier mettra entre lui, son chèque et sa carte de crédit, a estimé le magistrat.

La peine imposée hier se compose de 17 mois de prison pour les crimes commis à l'été. Il faut y ajouter trois mois et 14 jours, soit le reste de la peine à purger dans la collectivité, mais qui a été transformé en prison ferme.

Gauthier est sans doute très adroit dans l'utilisation d'un ordinateur. Tous les faux documents ont été fabriqués à l'aide d'un simple portable et d'une imprimante. Les deux appareils ont été confisqués.

LAC-SAINT-JOSEPH Le maire Blouin aura un adversaire pour la mairie

■ Raymond Blouin aura encore une fois un opposant à la mairie de Lac-Saint-Joseph, le 6 novembre. Le maire Blouin sera opposé au conseiller O'Donnell Bédard, qui sera entouré de ses collègues du conseil municipal actuel. En plus de M. Bédard à la mairie, quatre conseillers (Jocelyn Boivin, Jacques Tessier, Michel Croteau et Guy Jacob) sollicitent un nouveau mandat. Robert Simard quitte la politique municipale. Jacques Coulombe et Claude Lessard combleront les deux places vacantes. Sous la bannière d'une administration « moderne, harmonieuse, rigoureuse et transparente », l'équipe Bédard distribuera son programme politique dans les prochaines semaines. Ce qui n'empêchera pas M. Blouin de tenter de se faire élire pour une sixième fois au poste de maire de la petite ville qui borde l'ouest du lac Saint-Joseph. *Éric Moreau*



✓ 30 ans d'expérience ✓ 9 conseillères en mode ✓ 2 couturières à votre service

LE SOLEIL 
 invitent 200 personnes à la première



une vie inachevée

Version française de « An Unfinished Life »

Le jeudi 22 septembre à 19h au cinéma StarCité Ste-Foy

Pour participer, découpez le coupon ci-joint et postez-le à :
Promotion « Une vie inachevée » C.S.P. du temple C.P. 57125, Beauport, (Qc) G1E 7G3

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Téléphone (jour) : _____ Téléphone (soir) : _____

Le tirage des 100 laissez-passer doubles aura lieu le 15 septembre. Les gagnants recevront un laissez-passer double par la poste. L'annonce promotionnelle sera publiée les 8, 9, 10 septembre.

OFFRE
 200 personnes
 à la première

À L’AFFICHE DÈS LE 23 SEPTEMBRE



www.allianceatlantisvivafilm.com

16

LA GRANDE LIQUIDATION GM

Canada

L'escompte des employés offert à tous!
maintenant
GM Canada

« L'aspect d'un VUS et la commodité d'une minifourgonnette »

LA NOUVELLE PONTIAC MONTANA SV6

Système de communication et d'assistance OnStar^{*} • Moteur V6 3,5 L à ISC de 200 HP • Boîte automatique à 4 vitesses • Freins ABS à disque aux 4 roues • Lecteur CD et MP3 • Télédéverrouillage, glaces avant/de custodes arrière et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Climatisation • Roues de 16 po • Glaces arrières teintées foncées • Tapis protecteurs avant et arrière • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

OFFERTE AU PRIX DES EMPLOYÉS GM
À SEULEMENT

328 \$ /mois*
0\$
de comptant

Terme de 48 mois à la location. 0^e dépôt de sécurité.
Préparation et transport de 1120^{\$} inclus.

PONTIAC

LA PASSION DE CONDUIRE

gmcanada.com

PONTIAC
BUICK
GMC

*Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère ses consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers s'appuyant au modèle neuf 2005 Montana SV6 (ZU11416R7D). Le modèle fourni peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Concorrez l'appréciation de crédit de GMAC. Frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et crédits en sus et payables à la livraison. Ne s'applique pas à la Corvette 2005. Les offres sont soumises à approbation préalable par GM Financial Services Inc., une filiale de General Motors Corporation, et peuvent varier selon les régions. Consultez la site gm.ca pour plus de détails. La location, paiement mensuel basé sur le prix de liste de vente recommandés moins le montant des incitations financières disponibles. Les montants indiqués ne comprennent ni taxes provinciales, ni taxes fédérales, ni taxes municipales, ni frais de dossier, ni assurance, ni entretien, ni pneus. Les montants indiqués ne comprennent également aucun autre offre ou avantage financier. Une quantité limitée de modèles 2005 est offerte. La concessionnaire peut louer à un prix moindre. Un échange de location à l'expiration des programmes de La Certe GM et de GM Mobilité. Veuillez contacter votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7463 ou visitez gmcanada.com.

GARANTIE
LIMITÉE
5 ANS OU
100 000 KM

LE QUÉBEC ET LE CANADA

COURSE À LA DIRECTION DU PQ

Jean Campeau appuie Legendre

MYLÈNE MOISAN

M.Moisan@lesoleil.com

Candidat à la direction du PQ, Richard Legendre a obtenu hier un appui de taille, Jean Campeau, alors que Jean-Claude St-André, l'aspirant le plus radical, peut maintenant compter sur le « Robin des banques », Yves Michaud.

À neuf semaines de l'élection du nouveau chef du Parti québécois, la course aux appuis bat son plein. Hier, M. Legendre a convoqué les médias pour présenter son nouvel allié, M. Campeau, ancien ministre des Finances sous Jacques Parizeau et coauteur, avec Michel Bélanger, du célèbre rapport sur la faisabilité de l'indépendance.

« J'aime sa façon terre à terre de présenter les choses, ce n'est pas une parade, a dit M. Campeau hier. Il ne se présente pas comme un dieu mais comme une personne du Québec égale à tout le monde. Et avec ça, il va être capable d'aller chercher l'assentiment de tout le monde. Si vous êtes d'accord avec moi, les politiciens, sans les critiquer, font beaucoup de promesses, mais quand vient le temps d'agir, ça agit jamais. »

Ironiquement, M. Campeau appuie le candidat qu'il connaît le moins et avec lequel il n'a jamais travaillé. N'est-ce pas un jugement sévère pour les autres aspirants ? a demandé un journaliste. « Quand je le regarde, je le juge par son passé. Quand il était à Tennis Canada, le stade s'est fait, il a fait arriver les choses. J'ai discuté avec lui aussi sur la façon dont il veut faire la souveraineté et j'aime comment il la définit. Il veut une souveraineté pratique basée sur les finances », a-t-il expliqué.

L'ex-argentier du Québec travaillera d'ailleurs à préparer la transition vers l'indépendance, a annoncé M. Legendre hier, qui prévoit lancer son « équipe du Oui » au lendemain du 15 novembre, s'il est élu chef du PQ. Concrètement, M. Campeau aura le mandat de « répondre aux questions qui subsistent dans la tête de ceux qui ne sont pas encore convaincus. Il va jouer un rôle important dans la préparation de la transition, surtout sur le plan financier ».

Contrairement à Louis Bernard, un des sept candidats officiels à la direction du Parti, M. Campeau ne croit pas que l'indépendance du Québec sera suivie d'une période d'incertitude. « L'incertitude est avant le référendum, pas après. Après, il y a une réalité à laquelle il faut s'adapter. Quand c'est décidé, l'incertitude est disparue, c'est comme ça dans la communauté d'affaires. Il suffit d'avoir un premier ministre qui prend ça en main, qui fait les déclarations nécessaires et qui agit en conséquence. »

De la même façon, M. Campeau ne croit pas que le Québec ait à faire des pieds et des mains dans l'éventualité d'une chute du dollar canadien. « Ce n'est pas au Québec de supporter le dollar canadien, c'est un objectif qui appartient à la Banque du Canada. C'est le Canada tout entier qui doit s'occuper de maintenir le dollar, il ne faut pas s'en faire avec ça », tranche-t-il.

Aujourd'hui, M. Legendre ajoutera une première femme à la liste de ses partisans, il s'agit de sa collègue Solange Charest, députée de Rimouski, où il sera de passage.

Autre aspirant en lice, Jean-Claude St-André a reçu mardi l'appui public d'Yves Michaud, mieux connu comme le



Richard Legendre lancera son «équipe du Oui» au lendemain du 15 novembre.

Robin des banques, qui avait fait l'objet, en 2000, d'une motion de blâme à l'Assemblée nationale pour des propos tenus sur les juifs. Dans une lettre d'opinion, il prend d'abord le soin de regretter le départ de Bernard Landry, le seul député péquiste, « et non le moindre, (qui) s'est excusé publiquement » à la suite de ce qui passera à l'histoire comme l'affaire Michaud.

Souhaitant que M. St-André prenne le relais, M. Michaud le présente comme « l'un des rares membres de l'Assemblée nationale à ne pas courber la tête sous la discipline de parti et le langage politiquement correct ». Saluant la « dignité des rebelles », M. Michaud ne craint pas l'étiquette de radical accolée au candidat, « alors que ce mot vient de racine, l'un des plus beaux de la langue française qui évoque le respect et la fidélité de nos origines », écrit M. Michaud.

Avec son slogan « l'autre façon de faire », M. St-André veut une élection référendaire, de sorte que, le lendemain, nous ne serons plus en présence d'un gouvernement provincial, mais d'un gouvernement national. Dans un discours prononcé à Montréal mardi soir, il a mené une charge à fond de train contre Power Corporation, qu'il accuse de favoriser André Boisclair. Pour gagner la course à la direction, il se promet de « battre La Presse, l'empire Desmarais et les fédéralistes ».

ET DE SEPT

Candidat favori du club politique Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ libre), Pierre Dubuc a annoncé hier avoir déposé son bulletin de candidature, qui porte 1400 signatures, provenant de 110 circonscriptions. Le nombre minimum requis était de 1000. Il devient ainsi le septième candidat officiel, avec Pauline Marois, Ghislain Label, Richard Legendre, Louis Bernard, André Boisclair et Jean-Claude St-André.

Aujourd'hui, l'ancien ministre Gilbert Paquette deviendra le huitième à prendre place officiellement sur la ligne de départ, alors qu'il remettra son bulletin de candidature, avec « plus de 1000 signatures », tel qu'indiqué sur la convocation de presse. Les autres aspirants ont jusqu'au 15 septembre pour déposer leur bulletin.



Jean Campeau, l'ex-gran argentier du Québec, appuie Richard Legendre.



Jean-Claude St-André



Yves Michaud, le « Robin des banques » choisit Jean-Claude St-André.

Charest ravi de la radicalisation du PQ

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

VAL-D'OR — Jean Charest refuse de prédire que la prochaine élection sera référendaire. Il a peine, par contre, à ne pas se réjouir d'une course à la succession chez ses adversaires politiques, qui tourne à la « radicalisation » du PQ.

« Il y a une radicalisation du Parti québécois dans sa démarche », a laissé entendre le premier ministre à son entrée à la réunion de ses députés qu'il préside à Val-d'Or, en Abitibi. « C'est assez remarquable qu'après trois mois de campagne (pour trouver un successeur à Bernard Landry), il n'y a aucune nouvelle idée qui émerge (...) alors qu'il y a une douzaine de candidats dans la course. »

Il n'a pas voulu dire si cela l'avantage. « À ce moment-ci, on ne cherche pas à mesurer cela. On fait nos affaires. On met en œuvre les politiques qu'on a proposées aux Québécois. Les campagnes électorales viendront assez rapidement. »

ASSURANCE PARENTALE

Les Québécois paieront la note

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

■ VAL-D'OR — Québec a refusé de céder aux pressions. Il ne s'imposera pas une cotisation spéciale pour financer le nouveau régime d'assurance parentale. À compter de janvier, malgré la promesse d'alléger le fardeau fiscal des contribuables, tous les Québécois casqueront davantage pour une formule plus généreuse de congés parentaux, formule dont pourront aussi bénéficier les travailleurs autonomes.

Hier, la ministre Michelle Courchesne (Emploi et Solidarité sociale) a profité de la réunion qu'a tenue à Val-d'Or, en Abitibi, la députation libérale, pour confirmer que tous les Québécois sur le marché du travail auront droit à une hausse des déductions frappant leurs revenus.

Le nouveau système remplacera le régime qu'administre le gouvernement fédéral. Un salarié gagnant annuellement 30 000 \$ verra sa contribution grimper de 33 \$. Les entreprises auront à composer avec un relèvement moyen de 42 \$ par emploi. Les travailleurs autonomes devront désormais verser une quote-part pour l'assurance parentale.

M^{me} Courchesne et Jean Charest se sont élevés à tour de rôle contre ceux qui avancent que le gouvernement renie son engagement électoral d'alléger le fardeau des « citoyens les plus taxés en Amérique du Nord ».

L'engagement de mettre sur pied un programme parental a été pris bien avant l'élection et faisait l'unanimité, même dans les milieux patronaux, a plaidé le premier ministre. « C'était dans les livres. Personne ne peut se retourner en disant "je suis surpris". »

« PARFAITEMENT NORMAL »

Le chef libéral a qualifié de parfaitement normal le fait que « le programme soit financé par ses bénéficiaires. Ce sera un programme d'assurances qui sera financé comme cela doit l'être », a mentionné M. Charest.

Il a souligné qu'il ne tombera pas « dans le panneau dans lequel le fédéral est tombé ». Le financement sera autonome et l'État ne pourra s'approprier les surplus de la caisse parentale, si surplus il y a.

« Je refuse de dire que c'est une taxe, a déclaré M^{me} Courchesne. Cela fait partie du sujet beaucoup plus large qu'est la démographie. C'est un taux d'assurance — la cotisation pour le régime — qui revient directement aux jeunes familles », s'est-elle défendue. Le fardeau fiscal des entreprises a été diminué par d'autres mesures budgétaires, a-t-elle allégué.

En dévoilant la grille pour les cotisations, M^{me} Courchesne a réitéré que le gouvernement ne réinvestira pas les économies que le nouveau régime lui procure. Les milieux des affaires affirment qu'en bonifiant le régime universel de congés, l'État diminuera de 100 millions \$ ce qu'il consacre aux programmes dont jouissent ses employés.

Hier, la ministre a reconnu que le gou-

vernement épargnera ses deniers. Mais, selon elle, il faut parler de tout au plus 20 millions \$.

Cet été, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a claqué la porte du conseil de gestion de l'assurance parentale. Son porte-parole avait dénoncé des hausses trop sévères pour la petite entreprise. Il avait critiqué le fait que l'État réaliserait des économies à leur détriment. Le Conseil du patronat du Québec s'en était aussi pris à Québec pour les mêmes raisons.

La ministre a commenté « que la communauté d'affaires a tourné le dos un peu trop vite aux familles ». Plusieurs représentants du monde des affaires sont cependant demeurés sur le conseil de gestion, a-t-elle mentionné. Elle a ajouté que les PME y trouvent aussi leur compte dans un programme qui leur donnera de meilleures garanties de revoir les employés qui partent en congé.

Michelle Courchesne a soutenu qu'elle a senti un large consensus dans le dossier, « sauf pour ce qui est de la contribution additionnelle du gouvernement ». Elle a précisé que le taux des cotisations a fait l'objet de plusieurs scénarios, sans préciser que l'hypothèse retenue est exactement celle qu'elle avançait depuis le début de l'été.

La fixation des taux ne vient pas clore la polémique. « C'est décevant, mais nous allons continuer à nous battre », a confié le porte-parole de la FCEI, Richard Fahey. Le règlement qui arrête les contributions des uns et des autres doit faire l'objet d'une consultation et le FCEI reviendra alors à la charge.

« Nous avions proposé, en août, une formule de cotisations modulées en fonction des économies réalisées, a révélé M. Fahey. Ce n'est pas en reflétant aux PME les coûts du plus beau régime au monde, a-t-il ironisé, que nous accroîtrons notre compétitivité. Nous serons encore les plus taxés en Amérique. »

ADQ

À l'ADQ, la députée Sylvie Roy a déploré que la facture du nouveau régime se retrouve entre les mains des travailleurs. Elle dénonce cette nouvelle hausse des libéraux qui avaient pourtant promis d'alléger le fardeau fiscal des Québécois. « C'est impensable de croire que le gouvernement libéral nous laisse avec une taxe de plus sur les épaules des familles déjà les plus taxées d'Amérique », a-t-elle commenté.

Nouvelle ponction pour un demi-million de citoyens

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

VAL-D'OR — Pour un demi-million de Québécois, l'entrée en vigueur du nouveau régime pour les congés parentaux se traduira par une toute nouvelle ponction qu'effectue l'État dans leur portefeuille.

Pour le moment, le système actuel que gère le gouvernement fédéral exclut les travailleurs autonomes. En janvier, ils seront admissibles aux mêmes avantages que les salariés.

Pas moins de 480 000 personnes sont des travailleurs à leur compte, indiquent les sources gouvernementales. Cela représente 12,8 % de la force de travail du Québec. Leur nombre est en expansion constante depuis des années.

Le nouveau régime allongera les congés prévus et bonifiera les prestations. Plutôt que d'avoir droit à 15 semaines à 55 % de leur salaire, les mères pourront s'absenter de 15 à 18 semaines, selon qu'elles se contentent de 70 % ou de 75 % de leur rémunération.

Nouveauté, le régime réservera aux nouveaux pères de trois à cinq semaines, selon les mêmes modalités. Les absences payées que les conjoints pourront se partager dureront entre 25 et 32

semaines, aux mêmes conditions.

Les montants versés par les cotisants varieront en fonction du revenu. À chaque tranche de 10 000 \$, la barre sera relevée jusqu'à un maximum de 57 500 \$.

Au minimum, un salarié paiera 8 \$ par an de plus que ce qu'il verse pour le régime fédéral. Celui qui a des gains de 60 000 \$ ou plus, devra ajouter 107 \$.

Pour l'employeur, chaque salaire de 10 000 \$ entraînera une majoration de ce qu'il verse à Québec de 11 \$. À 60 000 \$, ce sera 150 \$.

La même progression vaudra pour les travailleurs autonomes. Celui qui affiche des gains de 10 000 \$ devra acquiescer un chèque de 74 \$ à Québec. À compter de 60 000 \$, ce montant plafonnera à 414 \$.

Selon les prévisions gouvernementales, les Québécoises devraient donner naissance à 73 759 poupons, en 2005. Les projections des fonctionnaires estiment que ce chiffre grimpera à 74 500, l'an prochain, en raison notamment de l'entrée en vigueur du régime.

Le régime actuel coûte 750 millions \$ provenant d'Ottawa. Le gouvernement fédéral a transféré cette somme, mais pour assumer les bonifications du nouveau système, Québec calcule qu'il faudra 300 millions \$ de plus.

Mise en garde de Harel contre la mesquinerie

SAGUENAY (PC) — Troublée par les récents commentaires acides de certains candidats à la direction du Parti québécois, la leader Louise Harel a mis en garde, hier les aspirants au leadership contre la tentation de sombrer dans la mesquinerie et les attaques personnelles.

« Il ne faut pas que la course à la direction du Parti québécois ne dégénère en conflit en personnalités », a dit M^{me} Harel, profitant d'une courte allocution devant les députés du Bloc québécois réunis en caucus à Saguenay pour transmettre un message on ne peut plus clair aux candidats engagés dans la course au leadership.

« Débat ne veut pas dire combat. Je sais que cela intéresse moins les médias, mais il faut pouvoir débattre, sans combattre », a-t-elle fait remarquer, craignant les effets dévastateurs qu'auraient, dans l'opinion, des déchirements internes sur la place publique.

« La population nous attend sur cette question-là. La discorde ne doit pas arriver dans nos rangs », a-t-elle

ajouté, un peu plus tard, lors d'un court impromptu de presse. Si M^{me} Harel considère que la campagne se déroule assez sereinement jusqu'à maintenant, elle n'en constate pas moins que les esprits se sont légèrement échauffés ces derniers temps.

À Pauline Marois qui écarte d'emblée Richard Legendre de la course et à Jean-Claude St-André qui avance que ses adversaires dans la campagne sont des « sourds et aveugles », la députée d'Hochelega tient à rappeler que « tous et toutes » devront de nouveau se supporter l'un et l'autre, au lendemain du vote du 15 novembre.

« Le 16 novembre, nous allons nous retrouver, tous unis, et la meilleure façon d'y arriver est de demeurer respectueux des uns et des autres pendant la campagne », a-t-elle fait valoir.

Aussi fondamentale qu'elle soit, la course au leadership ne doit pas éclipser le nécessaire travail d'opposition officielle que le Parti québécois devra accomplir cet automne, a par ailleurs poursuivi M^{me} Harel.

nouvellePas

*PSF de la Presse 2.07 2006
administrative (y compris les frais de
comptabilité) le 1 888 SOLEIL VIV

**120 caractéristiques vraiment pas banales.
La nouvelle Passat, une véritable expression
du génie allemand.**



À partir de
29 950\$*

Le moteur turbo de 200 chevaux ne vous étonnera peut-être pas. Même chose pour le système de nettoyage automatique des disques de frein, la boîte à gants climatisée et les nombreux éléments de sécurité. Après tout, c'est une Volkswagen. Mais vous serez renversé par toutes les caractéristiques vraiment pas banales : démarreur sans clé, dispositif antirecul, ordinateur de bord multifonctions... La liste n'en finit plus, elle en cumule 120. Passez chez votre concessionnaire Volkswagen et attendez-vous à tout du génie allemand dont regorge la nouvelle Passat 2006.

nouvellePassat.ca

Êtes-vous fait
pour Volkswagen? 

1 888 ROULE VW | vw.ca

*PDSF de la Passat 2.0T 2006 avec boîte manuelle à 6 vitesses. Disponible fin novembre 2005, mais commandes possibles dès maintenant. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Taxes, immatriculation, droits, frais de titre et de documentation, inspection de prélivraison, frais administratifs (y compris les frais d'inscription, jusqu'à 46 \$, au registre des droits personnels et réels mobiliers), frais de transport de 615 \$ et autres options en sus. Modèle montré : Passat 2.0T avec boîte manuelle à 6 vitesses et Ensemble de luxe, PDSF de 32 620 \$. Pour obtenir plus de détails, contactez le 1 888 ROULE VW, visitez votre concessionnaire ou visitez vw.ca. © Volkswagen 2005.

EN BREF

Une course à sept pour la gestion des hippodromes

■ L'appel d'offres en vue de céder la gestion des hippodromes a suscité encore plus d'intérêt que ce que nous écrivions hier dans LE SOLEIL. Le ministère des Finances a finalement décidé de rendre public le nombre de soumissionnaires. Ce ne sont pas cinq, mais bien sept entreprises qui souhaitent mettre la main sur les installations et tenter une relance de l'industrie des courses. Québec refuse toujours de dévoiler le nom des compagnies en lice. *Simon Boivin*

ACHAT D'ESSENCE SUPER

La SQ menace de poursuivre son syndicat

Le corps policier veut que ses agents remboursent les coûts de leurs moyens de pression

GILBERT LEDUC
Gleduc@lesoleil.com

La Sûreté du Québec menace de poursuivre l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ) devant les tribunaux si le syndicat représentant les 4800 agents de la SQ ne paie pas rubis sur l'ongle la facture des coûts supplémentaires occasionnés par l'achat d'essence super sans plomb plutôt que d'essence ordinaire.

«La Sûreté du Québec entend se faire rembourser et elle va avoir recours à tous les moyens nécessaires pour y arriver», a soutenu au SOLEIL

le directeur des communications de la SQ, Michel Martin. «On va envoyer une mise en demeure à l'APPQ et on va la poursuivre, s'il le faut.»

La SQ a récemment fait parvenir une note d'un peu plus de 150 000 \$ à l'Association afin qu'elle rembourse les coûts supplémentaires occasionnés par l'exercice du moyen de pression des syndiqués qui remplissent leur véhicule d'essence super sans plomb plutôt que d'essence ordinaire pour montrer leur insatisfaction à l'égard du peu d'avancement des travaux à la table des négociations. Le contrat de travail des agents de la SQ est échu

depuis le 30 juin 2002.

Ce montant d'un peu plus de 150 000 \$ couvre les dépenses supplémentaires pour les cinq premiers mois — de février à juin — de l'application du moyen de pression, a précisé la SQ.

**La SQ a fait parvenir
une note d'un peu plus
de 150 000 \$
à l'Association**

«Le syndicat doit se comporter en citoyen responsable et il ne peut pas

utiliser les fonds publics comme il le fait présentement», a précisé Michel Martin.

Au cours d'un entretien au SOLEIL, le ministre des Finances, Michel Audet, a abondé dans le même sens en déclarant qu'il ne trouvait «pas très édifiant» le moyen de pression choisi par les policiers. «C'est un manque de civisme dans le contexte actuel et ça pénalise l'ensemble des contribuables. Je fais donc appel au gros bon sens des policiers pour qu'ils achètent de l'essence au prix le moins élevé possible et non pas au prix le plus élevé possible.»

FACTURE DÉTAILLÉE

Du côté de l'APPQ, on attend toujours une «facture détaillée» venant de la SQ. «Notre département des finances ne paiera pas à partir d'estimés ou de montants approximatifs», a déclaré le président du syndicat, Jean-Guy Dagenais.

Il a indiqué que l'APPQ, jusqu'à maintenant, n'avait reçu qu'un ou deux estimés des coûts supplémentaires. Il a fait remarquer que les chiffres avancés par la SQ variaient d'une fois à l'autre. «Au départ, elle estimait que l'utilisation du super sans plomb lui coûtait plus ou moins 80 000 \$ par mois. Trois mois plus tard, nous recevions un autre estimé nous avisant, cette fois, que ça lui coûtait 160 000 \$ pour trois mois.»

Interrogé à savoir si l'APPQ paiera le montant apparaissant au bas de la facture détaillée, M. Dagenais a répondu que «normalement, tout ça fera partie de la négociation. L'APPQ va prendre ses responsabilités».

HAUSSE PRODIGIEUSE

Même si le prix de l'essence a fait des bonds prodigieux au cours des dernières semaines, l'APPQ n'a pas mis fin à son moyen de pression. «Nous avons toutefois passé le mot à nos membres pour qu'ils fassent plus de patrouilles statiques à certains endroits stratégiques et qu'ils profitent le plus possible, à la suggestion du ministre des Finances, des rabais offerts le jeudi par une pétrolière sur l'essence super sans plomb.»

Seul un règlement raisonnable des négociations va entraîner une cessation des moyens de pression, a indiqué le président de l'APPQ. «Ou encore que l'on nous accorde le droit à l'arbitrage exécutoire comme les autres policiers au Québec. Déjà que nous ne pouvons pas recourir à la grève. Cette absence de rapport de force fait en sorte que l'on se retrouve, à toutes les périodes de négociation, en moyens de pression pendant sept ou huit mois.»

Après une pause de quelques semaines, les pourparlers vont reprendre lundi entre l'APPQ et la SQ. Jusqu'à maintenant, selon M. Dagenais, les parties ont surtout tourné en rond. «Rien de concret n'a été mis sur la table», a noté M. Dagenais en rappelant que la bonification du régime de retraite constituait la priorité des syndiqués.

Du côté de la SQ, Michel Martin assure que les policiers font leur travail malgré l'exercice des moyens de pression. «Même si ça fait un peu bizarre de les voir avec leur pantalon à la Rambo, ils répondent à tous les appels et ils font les interventions qui doivent être faites.»

Les jeudi, vendredi, samedi et dimanche 8, 9, 10 et 11 septembre 2005

Zellers
TOU
POUR LA RENTRÉE

**4 JOURS D'AUBAINES
POUR LA RENTRÉE!**
Apportez votre liste!

65% de rabais
De Paper Plus® :

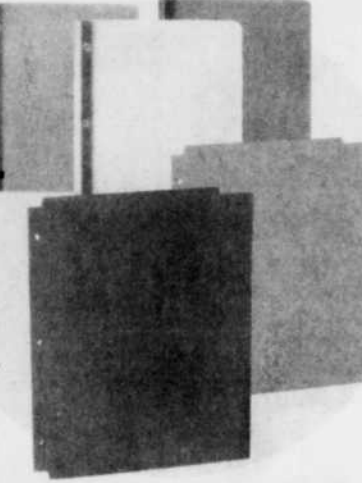
- 24 craies lavables
- 12 stylos
- 24 crayons HB

33¢
avant 99¢



75% de rabais
**sur les protège-
documents**

10¢
avant 49¢



70% de rabais
**sur TOUTES
les reliures**

Y compris Mead®,
Five-Star® et Hilroy®

70% de rabais
**sur TOUTE la papeterie
Body Glove®
pour la rentrée**

Y compris les cahiers
de notes.

50% de rabais
**sur TOUTE la papeterie
sous licence
pour la rentrée**

Y compris Bratz®, Trollz®,
Star Wars® et Fear Factor®.

Offres du jour

Jeudi seulement!

80% de rabais
**sur les paquets de 150
feuilles mobiles Paper Plus®**

19¢
avant 99¢

70% de rabais
sur TOUS les étuis à crayons

Vendredi seulement!

50% de rabais
**sur TOUTE la colle liquide
et en bâton**

Y compris les marques Ross® et Elmers®.

**ACHETEZ-EN UN
OBTENEZ-EN UN À
1/2 prix***

TOUS les stylos Bic®

*Le deuxième article doit être de valeur
égale ou inférieure.

Samedi seulement!

50% de rabais
**sur TOUS les cahiers de notes
Hilroy® de 80 et 200 pages**

**ACHETEZ-EN UN
OBTENEZ-EN UN À
1/2 prix***

**TOUTE la papeterie Crayola®
pour la rentrée**

*Le deuxième article doit être de valeur
égale ou inférieure.

Dimanche seulement!

60% de rabais
**sur les paquets
de 400 feuilles
mobiles**

97¢
avant 2,47

70% de rabais
**sur les protège-
documents avec
pochettes**

5¢
avant 17¢

75% de rabais
**sur les
intercalaires
à 5 couleurs**

10¢
avant 47¢

30% de rabais
**sur TOUTES les
chaussures chic et tout-aller
Cherokee®, Mossimo® et
Avanti® et tout-aller
Request® pour femme**

20% de rabais
**sur TOUS*
les meubles
à prix ordinaire**

*Sauf ceux de marque Home Studio® et Alfred Sung®

Vendredi, samedi et dimanche seulement!

25% de rabais
**sur TOUS les
vêtements et
vêtements d'extérieur
à prix ordinaire
pour homme,
femme et enfant**

Prix en vigueur les jeudi, vendredi, samedi et dimanche 8, 9, 10 et 11 septembre 2005.
Le choix varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura. Désolés, aucun bon d'achat différé.



LOTTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2005-09-07

1 ^{er} numéro	2 ^e numéro	3 ^e numéro
474544	579917	962202
25 000 \$	50 000 \$	100 000 \$

Numéros «Télé»
092668 724859 211590
non décomposables

Numéro boni 02

649 Tirage du 2005-09-07
02 03 16 37 45 49
COMPLÉMENTAIRE : 22

Quebec 419 Tirage du 2005-09-07
02 12 30 34 36 45
COMPLÉMENTAIRE : 40

Pancho Tirage du 2005-09-07
01 12 14 23 30 35 36 37 38 40
46 47 48 49 50 53 55 59 60 65

Quintessence Tirage 2005-09-07
3 4
438 2177

Extra Tirage 2005-09-07
NUMÉRO
722604

Joker Ce soir, vous pourriez rire...

Les modalités d'encaissement des billets gagnants passeront
au verso des billets. En cas de dispute entre cette fête
et la fête officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Arrivée des faucheurs anti-OGM au Québec?

■ MONTRÉAL — Le mouvement des « faucheurs volontaires », ces militants européens anti-OGM, serait-il en train de faire des émules au Québec? La question se pose à la Sûreté du Québec (SQ), qui enquête sur un cas de vandalisme dans des champs de maïs génétiquement modifié. L'« attentat agricole », le premier du genre ici, a été perpétré dans la nuit du 22 au 23 août à Saint-Liboire, en Montérégie. Il n'a toujours pas été revendiqué, dit la police, et les dégâts sont mineurs, estiment les fabricants de semences. Le méfait a été commis sur le site de l'Expo-Champs, un événement annuel où les compagnies de semences présentent en plein champ aux cultivateurs les performances de leurs produits. « L'exposition agricole était ciblée pour ce coup d'éclat en raison du nombre important de personnes qu'on y attendait, a expliqué Raynald Melnis, porte-parole de la SQ en Montérégie. Les dommages ne sont toutefois pas importants : des pancartes — utilisées pour identifier le contenu des parcelles de terre mises en exposition — ont été arrachées et un drapeau avec la mention OGM recouverte d'une croix noire a été retrouvé sur les lieux. » Pour Denis Girard, représentant de la multinationale Monsanto au Québec, le saccage autour des parcelles de son entreprise et de plusieurs autres de ses concurrentes relève de l'épiphénomène. « En Europe, les faucheurs sont bien plus sérieux, explique-t-il. L'événement coïncide aussi avec la rentrée des classes et la période d'initiation. Il y a peut-être un lien. Selon moi, nous ne sommes pas devant de vrais militants anti-OGM. » N'empêche, quelles que soient les intentions derrière le geste, celui-ci a été vivement condamné mercredi par la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec, qui représente entre autres les cultivateurs de maïs, de soja et de canola génétiquement modifiés. « C'est très décevant, a expliqué Luc Belzile, porte-parole du regroupement. Ce n'est pas une façon très constructive de faire passer un message. Nous espérons que cela ne va pas se reproduire et toucher les champs de nos membres. » PC

Les libéraux craignent un vote de confiance

OTTAWA (PC) — Après la dure expérience du printemps dernier, où son sort ne tenait plus qu'à un vote, le gouvernement minoritaire de Paul Martin veut éviter à tout prix de provoquer un vote de confiance cet automne.

Selon des sources, les libéraux préféreraient éviter de se retrouver en campagne électorale dès cet automne, alors que le juge John Gomery doit rendre publics ses deux rapports sur le scandale des commandites.

« Pour l'instant, on ne prévoit pas de vote de confiance et on ne fera pas de législation pour en provoquer un », fait valoir un stratège libéral sous le couvert de l'anonymat. « On ne veut pas d'élections en plein rapport Gomery », ajoute cette source.

ÉNONCÉ SANS VOTE

Cela veut dire que l'énoncé économique que le gouvernement entend livrer dans quelques semaines ne comportera pas de mesures qui signifieraient la tenue d'un vote immédiat aux Communes.

L'exercice économique que prépare le gouvernement libéral sera l'un des projets les plus importants de la session d'automne, répètent les stratèges. En plus de l'énoncé économique, les libéraux travaillent à développer plusieurs mesures parallèles visant à la fois le développement économique des régions ou le financement

des entreprises pour susciter leur productivité.

Dans un contexte de précampagne électorale, ce travail servira probablement à alimenter la plate-forme libérale. Non seulement le Parti libéral du Canada aimerait utiliser cet exercice à la fois comme introduction à sa vision économique pour le Canada, mais il espère aussi mousser l'image de gestionnaire du premier ministre.

L'idée de réduire les impôts des contribuables est toujours sur les tables de travail, mais rien n'est encore décidé. De toute façon, si elle est retenue, une telle mesure n'entrerait pas en vigueur à l'automne puisque les libéraux disent vouloir éviter un vote de confiance.

M. Martin a déjà promis, ce printemps, qu'il déclencherait des élections générales au plus tard 30 jours après le dépôt du dernier rapport du juge Gomery. Ce rapport, comportant les recommandations, devrait être rendu public autour du 15 décembre, ce qui veut dire que la campagne électorale se déroulerait en plein mois de février.

La réalité pourrait cependant rattraper bien vite l'équipe de Paul Martin. Au sein du Parlement, où ils sont minoritaires, les libéraux pourraient être surpris par l'opposition. Hier, le chef conservateur Stephen Harper affirmait que des élections automnales étaient toujours une possibilité.

HAUSSE DU PRIX DE L'ESSENCE

Duceppe accuse Martin de mollesse

SAGUENAY (PC) — Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe accuse le premier ministre Paul Martin de ne pas avoir le courage de confronter les décideurs de l'industrie du raffinage, qui engrangent d'énormes profits alors que le prix à la pompe grimpe en flèche.

« Les marges de profit du raffinage sont inacceptables. Elles ont grimpé à 47 cents la semaine dernière, alors qu'une marge de sept cents est suffisante pour faire un profit. Je pense qu'il y a un espace entre les deux », a-t-il fait remarquer.

Cette flambée du coût du carburant constituera un autre fer de lance pour le Bloc québécois à l'occasion de la rentrée parlementaire, qui tentera de faire comparaître les mandarins de l'industrie du raffinage devant le comité de l'industrie avant même la rentrée parlementaire.

De fait, le Bloc compte lancer l'attaque dès la rentrée parlementaire le 26 septembre, en harcelant le gouvernement Martin sur le déséquilibre fiscal, l'interminable différend canado-américain sur le bois d'œuvre et la crise de la vache folle.

Par ailleurs, le chef bloquiste estime que le nombre de députés du Bloc québécois pourrait atteindre un sommet à la prochaine élection. Inspiré par les derniers sondages, M. Duceppe juge tout à fait possible que le Bloc puisse remporter quelques sièges de plus que les 54 obtenus au scrutin de 2004, une performance record qui égalait celle de 1993, mandat au cours duquel les bloquistes avaient assumé l'opposition officielle à la Chambre des communes.

« On pense que c'est possible et on y travaille très fort. On est venu près de l'emporter dans plusieurs circonscriptions la dernière fois », a souligné M. Duceppe, hier lors d'un point de presse à Saguenay, où il dirige jusqu'à aujourd'hui une réunion de ses députés.

La maison du piano au Québec



Pianos neufs et usagés :
Sauter,
Schimmel, Petrof,
Kohler & Campbell,
Young Chang,
Bergmann.

230, côte des Fermes, Saint-Joseph-de-Beauce (à 30 min des ponts)
1 888 397-5057

Valeur
Une valeur unique et sûre !
Samedi, Cahier Habitation



Ce sont vos souvenirs



Les ordinateurs et les caméras numériques ne sont pas destinés à conserver vos souvenirs.

Nous imprimons vos photos numériques sur du papier photographique *Crystal Archive* **FUJIFILM** de sorte qu'elles se conserveront indéfiniment.

Pour aussi peu que 0,26 \$ par photo, service 1 heure, c'est rapide, pratique et très économique.

Photos numériques



4x6

26¢*



5x7

50¢*

* ch. cartes prépayées 500 photos

gosselin photo vidéo

Place de la Cité 2600, boul. Laurier, Sainte-Foy 418 656-6309
www.gosselinphoto.ca

AVALANCHE

GRANDE LIQUIDATION

Sous le chapiteau

Fin de lignes - modèles 2004

Lot d'ensembles de ski 200\$
jusqu'à 950\$

Vestes Collection Mélanie Turgeon 39⁹⁹\$
199\$

Vestes de polar 50\$
149\$

Lot de pantalons 60\$
300\$

Manteaux 3 dans 1 200\$
399\$

Lot de bas Avalanche 15\$ ou 2 pour 25\$
30\$

Ensembles de ski
Style 2025 bleu
950\$
399⁹⁹\$

MONT STE-ANNE
10930, boul. Sainte-Anne
418.827.3108

QUÉBEC
3930, boul. Hamel
418.877.5584

MONT-TREMBLANT
206, route 117, Saint-Jovite

BROMONT
Les Semmets de Bromont
100, boul. Bromont

SAINT-SAUVEUR
22-8, rue de la Gare

www.avalancheskiwear.com

ÉDITORIAL

Radio Canada



Brigitte Breton

BBreton@lesoleil.com

Les développements technologiques et les nouvelles habitudes de consommation ont rendu obsolètes ou incomplets des mécanismes que le pays s'était donnés pour préserver l'identité et la dualité linguistique canadiennes. C'est le cas en matière de radiodiffusion, où Ottawa devrait s'ingénier à trouver de nouveaux moyens pour promouvoir la culture canadienne ici et ailleurs, plutôt que de lutter, en vain, contre la radio par satellite.

Cet été, le CRTC a autorisé Sirius Canada et Canadien Satellite Radio (CSR) à offrir dès cet automne des services de radio satellite par abonnement. La décision divise tant le milieu politique que culturel, et le cabinet fédéral doit décider d'ici le 14 septembre ce qu'il fera de cet épineux dossier. Approuve-t-il ou non la voie tracée par le CRTC, ou, doit-il s'assurer, ce qui nous apparaîtrait sage, que le contenu canadien et francophone exigé par le CRTC est vraiment suffisant?

Déjà, des opposants en appellent de la décision du CRTC. Parmi eux, l'Union des artistes, CHUM et Astral, l'ADISQ et des associations regroupant producteurs, auteurs et compositeurs. Samedi, réunis par CSR dans une publicité dans les quotidiens, des auteurs, des compositeurs, des interprètes, des producteurs de disques et de spectacles faisaient pour leur part valoir les attraits de la radio par satellite dans la diffusion et le rayonnement de la culture canadienne.

Chez les parlementaires, la décision du CRTC ne fait pas non plus l'unanimité. Les députés libéraux du Québec voudraient que le cabinet annule la décision du CRTC, la jugeant dangereuse pour les valeurs canadiennes et la protection culturelle.

Il est tentant de conclure au *dumping* culturel américain. La réalité fait vite cependant de nous rattraper. Avant même que le CRTC n'affiche ses couleurs, 30 000 Canadiens étaient déjà abonnés à des radios satellites aux États-Unis. Les frontières n'existent plus dans maints domaines. La télévision payante donne déjà aux Canadiens la possibilité de s'abreuver principalement à la culture américaine s'ils le veulent. Internet permet d'accéder, partout dans le monde, à une multitude de revues, de journaux et de productions. Lorsqu'il met les pieds chez un disquaire ou au club vidéo, le consommateur d'ici peut sélectionner uniquement les grands succès américains s'il le désire.

Pourquoi, et comment, en matière de radiodiffusion, en serait-il autrement? Pourquoi, s'il s'achète un décodeur numérique et s'il paie un abonnement, un Canadien ne pourrait-il pas faire ses propres choix parmi une foule de chaînes? Des américaines bien sûr, mais aussi de multiples chaînes canadiennes, anglophones et francophones qui auront su développer du matériel original et de qualité. C'est là-dessus que doivent miser Ottawa et le milieu culturel plutôt que de nier une nouvelle réalité.

Lubie libérale



Jean-Marc Salvet

JMSalvet@lesoleil.com

Les jeunes libéraux proposent de modifier la loi pour que le Bloc québécois ne bénéficie plus du même financement public que les autres partis fédéraux! Cette proposition est inique et à courte vue. Si elle était adoptée, elle conduirait tout droit à la mise au rancart de l'une des réformes les plus pertinentes à avoir été adoptées par Ottawa ces dernières années.

Cette suggestion de l'aile jeunesse du PLC mériterait à peine qu'on s'y arrête, si elle ne revenait pas régulièrement sur le tapis.

Ce n'est pas la première fois, en effet, que des libéraux fédéraux s'interrogent sur la justesse pour l'État canadien de participer au financement d'un parti souverainiste.

La réforme du mode de financement des partis politiques fédéraux a été adoptée par le gouvernement Chrétien au printemps 2003. Paul Martin avait décoché les premières flèches quelques mois plus tôt en se demandant, plus ou moins subtilement, «comment les Canadiens réagiraient en voyant leurs impôts financer le Bloc québécois».

On ne voit pas comment, aujourd'hui, les jeunes libéraux peuvent prétendre qu'ils ne visent pas le Bloc. Ne demandent-ils pas que les nouvelles règles de financement ne s'appliquent qu'aux partis présentant des candidats dans chacune des provinces canadiennes?

Entrée en vigueur en janvier 2004, la réforme limite les dons que les grandes entreprises et les syndicats peuvent faire aux partis politiques fédéraux, une pratique qui a toujours prêté flanc à toutes sortes de soupçons, allant du trafic d'influence au favoritisme. Elle fait reposer le financement des partis sur les épaules des particuliers et de l'État. Pour chaque vote récolté, les formations politiques reçoivent ainsi 1,75 \$ par année des fonds publics.

Si cette réforme a favorisé le Bloc, qui peut aujourd'hui compter sur 3 millions \$ par année, c'est en raison du succès qu'il a récolté aux dernières élections. Si les coffres du PLC sont à sec, ce n'est pas dû à l'égoïsme de l'État, puisque ce parti bénéficie tout de même de 9 millions \$ par année provenant des fonds publics. C'est parce qu'il n'a pas su négocier le passage entre le financement des grandes entreprises et le financement populaire. C'est aussi parce que ses militants ont été échaudés par le scandale des commandites.

Si tous les votes sont égaux, on ne voit pas au nom de quoi un parti politique, même souverainiste, devrait recevoir moins d'argent par électeur qu'un autre. La proposition des jeunes libéraux handicaperait de plus tout nouveau parti qui voudrait se lancer sur la scène fédérale à partir d'une base régionale ou provinciale. Les libéraux doivent rejeter cette idée, comme vient de le leur suggérer la ministre Lucienne Robillard. C'est une question d'équité et de bon sens.



CARREFOUR DES LECTEURS

Un dur coup au Collège de Lévis

J'ai appris avec un profond regret la décision que les responsables du Campus de Lévis de l'Université du Québec à Rimouski ont, avec d'autres instances, prise de quitter le Collège de Lévis en septembre 2007. Inspirée par des intérêts étrangers à sa vocation historique, cette initiative, menée par des promoteurs immobiliers et des gens d'affaires, porte un dur coup à l'institution qui, depuis 1853, poursuit l'œuvre d'éducation entreprise par le fondateur, monseigneur Joseph-David Déziel. Elle isole le Collège de Lévis et accroît ses difficultés financières. Le Collège de Lévis est un monument et le témoin des valeurs fondamentales de notre communauté; comme instrument d'éducation et de culture, il demeure un centre névralgique; l'immeuble qui l'abrite n'est pas qu'un objet de mémoire; il est encore et devrait être considéré comme le lieu de rassemblement et d'action des forces vives de Lévis et de sa région. Or, la décision du Campus de Lévis de l'Université du Québec à Rimouski marque un point de rupture et prélude au démantèlement du réseau naturel des écoles et des autres institutions éducatives.

En situant le Campus de Lévis dans la zone commerciale de la ville, dans un environnement neuf et sans attrait, on déracine les jeunes en même temps qu'on les incite à rompre avec le passé. C'est une fracture brutale et le reniement de plus de 150 années de dévouement, de générosité et de sacrifice consentis par les citoyens, les parents, les professeurs, le personnel et les bienfaiteurs du Collège de Lévis. Tout cela dans le silence et sans consultation du milieu. Quelle part les décideurs locaux et régionaux, municipaux et provinciaux y ont-ils prise? Et qui aura le courage de protester contre un acte qui brise la continuité de la tradition et de l'histoire de Lévis et de la région et affaiblira le tissu social?

Loïc Bernard, ptre
Lévis



Le Collège de Lévis

Pas d'autobus à l'aéroport de Québec

Je travaille à l'aéroport de Québec et il n'y a pas d'autobus du RTC pour s'y rendre. Pourtant, un aéroport qui affi-

che le titre d'«international» ne devrait-il pas être ainsi desservi et cela tant pour les résidents, les travailleurs que pour les visiteurs. Y a-t-il un seul autre aéroport desservant une population de plus de 500 000 habitants qui n'offre pas ce type de transport en commun?

Avec la hausse des coûts de l'essence, le transport en commun sera la solution de l'avenir. Comment se fait-il que nous n'ayons pas ce service? C'est élémentaire pour tout aéroport international qui se respecte. En 2006, des départs de croisière seront prévus depuis Québec. Il y aura donc plus de passagers qui descendront d'avion. Comment feront-ils la navette entre l'aéroport et le terminal de croisière? Exclusivement en taxi? Avec des autobus nolisés? N'y a-t-il pas d'autres options?

La preuve est faite que le taxi et l'autobus peuvent cohabiter. La clientèle qui choisit de se véhiculer en autobus a des besoins et un budget fort différents de celle qui opte pour le taxi. Il faut s'ajuster aux besoins des gens pour progresser et évoluer économiquement.

J. Martel
Québec

Mon pays, c'est... Montréal!

En effet, Postes Canada a annoncé il y a quelques semaines son intention de déménager son centre de tri de Québec à Montréal. La nouvelle a eu l'effet d'une bombe et pour cause. Pensez-y. Quelques centaines d'emplois directs et indirects supprimés d'ici l'automne 2007. Cela signifie 16 millions \$ en pertes économiques pour la capitale nationale. La capitale nationale? Faites-moi rire! Déculottée au détriment de Montréal. Voici le drame: la centralisation qui ne cesse de s'accroître. Les régions se vident, des villes s'éteignent. Ne subsistent seulement que quelques villages aujourd'hui réduits à vivre du tourisme. Voilà ce qui attend Québec.

À ce que je sache, Postes Canada n'est pas une de ces gigantesques compagnies américaines qui décident, du jour au lendemain, de foutre le camp au Mexique ou quelque part en Asie pour acquérir une main-d'œuvre moins coûteuse. Non, Postes Canada est une société d'État qui devrait, selon moi, s'efforcer et veiller au bon fonctionnement économique de son pays. Or, semble-t-il, il n'en est rien. Ses profits passent par la métropole qui, bientôt, deviendra le centre de l'univers. Pour conclure et rejoindre les paroles d'un certain Gilles Vigneault: Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est Montréal.

Yannick Essertais
Québec

Fonction publique: les chiffres...

(À Gabriel Denis, LE SOLEIL, 1^{er} septembre 2005)

Permettez-moi trois courtes observations en réponse à votre article intitulé *Fonction publique - Utiliser les chiffres à des fins mystificatrices*. La prise en compte du palier local dans le poids des administrations publiques entre le Québec et le reste du Canada n'aurait pas infirmé nos conclusions. Les dépenses des administrations locales représentent 6,7 % du PIB au Québec contre 6,4 % en Ontario et 6,1 % dans le reste du Canada (source: Statistique Canada). Les Québécois, là aussi, font un plus grand effort. Plus de programmes financés, plus de

fonctionnaires faisaient partie de l'équation de la différence dans mon propos. Cela vous a peut-être échappé. Lorsque vous invoquez les choix distincts au Québec, il ne faut pas passer sous silence celui, majoritairement exprimé, lors de la dernière élection par les Québécois qui ont appuyé deux partis politiques qui prônent la révision de l'État dans le sens de la rationalisation. Pour un représentant d'une centrale syndicale qui travaille principalement en éducation et en santé, vous demeurez muet sur les chiffres de ces secteurs. Votre silence m'étonne. Mystification sans doute!

Gilles Taillon
Président,
Conseil du patronat du Québec

Discours peu crédible

Ancien adjoint du maire L'Allier, la position de Pierre Boucher, telle que publiée dans LE SOLEIL du 6 septembre 2005, peut être compréhensible, sauf qu'en tant qu'ancien président de la Commission de la capitale nationale, on attendrait plus d'objectivité. Manifestement proche de l'administration L'Allier et de «l'héritier du maire et d'une équipe dont le bilan passera à l'histoire», l'écoute que M. Boucher a faite des propos des autres candidats était biaisée depuis le début. Il reproche à Marc Bellemare de ne pas avoir de contenu alors qu'il est le seul à avoir un programme. Il n'avait qu'à se rendre au dépanneur le plus près pour s'en procurer un (2,50 \$), sinon il peut le consulter gratuitement dans le site de Vision Québec (www.visionquebec.qc.ca).

M. Boucher parle du programme du RMQ (lequel?) comme étant le plus articulé au Canada selon les experts, du bilan le plus productif du siècle dernier (que de superlatifs!), et il dit s'étonner que M. Larose n'ait pas su davantage rallier les citoyens à sa cause. C'est son droit le plus strict d'appuyer la candidature du chef du RMQ, mais qu'il le fasse clairement, sans se cacher derrière une rhétorique académique. D'un côté, M. Boucher demande aux prétendants à la mairie de se «réveiller». De l'autre, il souligne «l'omniprésence» de Marc Bellemare dans les médias et lui reproche d'être trop actif sur la scène locale.

Plutôt que de naviguer ainsi d'une incohérence à l'autre, M. Boucher devrait admettre qu'il désire ni plus ni moins voir Claude Larose accéder à la mairie et qu'il n'a aucune confiance dans les autres candidats. Qu'il avoue aussi qu'il agit ainsi pour retourner l'ascenseur à ses amis du RMQ, son discours y gagnerait en limpidité, mais surtout en crédibilité.

Daniel Paquet
Vanier

Écrivez-nous!

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle? Écrivez-nous à opinion@lesoleil.com

Adresse postale:
Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
410, boulevard Charest Est, C.F. 1547
Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

OPINIONS

ANALYSE

La Chine ne doit pas être une machine à broyer les libertés

Jean-Louis Roy

Président de Droits et Démocratie

Sous-développée, hostile à l'économie du marché, ennemie du système international et opposée à toutes les institutions multinationales, la Chine constituait une enclave fermée au sein de la famille humaine quand le Canada l'a reconnue officiellement en 1970. Dirigé par le président Hu Jianto, en visite d'État au Canada, le pays a explosé depuis. Il occupe désormais une place centrale dans la communauté internationale.

Comment expliquer une mutation aussi vertigineuse affectant durablement un très grand nombre de domaines?

Déterminante a été la vision des autorités chinoises, forcées depuis Dan Xiao Ping, de reconnaître les limites extrêmes de leur système économique. Déterminant aussi a été le désir de la communauté internationale d'inclure la Chine, le pays le plus peuplé du monde (1,5 milliard en 2030), aussi le plus important marché de la planète.

La convergence de ces éléments a changé la Chine. Elle a changé le monde. En libéralisant son économie et en soutenant le développement d'un secteur privé dynamique, la Chine a fait et réussi un pari considérable. Elle est aujourd'hui premier récipiendaire de l'investissement direct international, plus de 600 milliards de dollars depuis 1990; producteur et exportateur responsable de près de 20% de la croissance économique mondiale, moteur du commerce transnational à la hauteur de 851 milliards de dollars en 2004.

En rejoignant le système international et en accédant à l'ensemble des institutions multilatérales, y compris l'Organisation mondiale du commerce, la Chine a acquis le statut d'un acteur reconnu sur la scène commune. Ce faisant, elle a bénéficié d'un flux constant et massif de savoirs et a développé une stratégie de « partenariats stratégiques » étendus aujourd'hui à toutes les régions du monde.

En quelques brèves années, la Chine a joint l'ensemble des négociations globales et marqué un intérêt croissant pour le système et les opérations des Nations unies incluant les missions de paix. Elle a, de plus, rallié l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est asiatique et le Forum de coopération économique du Pacifique; elle a contribué à la création de l'Organisation de coopération de Shanghai regroupant les nations d'Asie centrale, et à la mise en place des réunions Asie/Europe. Depuis 2003, elle a participé au Sommet du G8.

Les effets de ces mutations sont étendus et remarquables en Chine même. Selon l'évaluation de l'équipe des Nations unies pour la Chine, cette dernière « est entrée dans une phase sans précédent de développement socio-économique et de réduction de la pauvreté, et elle réalisera la plupart des objectifs de développement du millénaire, sauf pour la réduction de 50% du sida et pour l'égalité homme/femme ».

En 1970, le Canada a été parmi les tous premiers pays du monde à reconnaître la Chine. La même vision audacieuse doit prévaloir en 2005. La Chi-

ne doit impérativement combler les écarts dramatiques entre les exigences du droit international des droits humains et ses pratiques nationales scandaleuses.

M. Martin doit hausser le débat. Il doit évoquer, privé et publiquement, avec le président Hu Jianto, cette question majeure et faire état publiquement des résultats obtenus, qu'ils soient favorables ou non.

Bénéficiaire incontestable du système global, la Chine ne doit pas être laissée libre de choisir les fragments qui lui conviennent dans le droit international. Elle doit se conformer à l'ensemble de ses exigences, y compris, au premier titre, celles découlant de la doctrine, du système et des politiques des droits humains. Cette obligation est commune à l'ensemble des pays du monde.

Malgré ses progrès considérables, la Chine est toujours un pays en développement. Pékin a un besoin certain de la stabilité du système international et du maintien des conditions de la sécurité globale. Bref, pour maintenir sa croissance et conforter sa cohésion sociale, mise à mal par les transformations économiques en cours, la Chine a désormais un intérêt certain à l'application des règles de droit au niveau international. Le premier ministre dispose d'arguments de poids et d'éléments venus de la Chine elle-même :

□ l'inclusion de la protection des droits humains « dans la Constitution chinoise en 2004 »;

□ la reconnaissance par les autorités chinoises du besoin d'améliorer leur politique des droits humains;

□ la récente signature par la Chine et le Haut Commissariat des droits de l'homme d'un mémo-

randum visant :

□ l'effacement des obstacles à la ratification par Pékin de la Convention internationale des droits civils et politiques;

□ la création d'institutions nationales dédiées aux droits humains;

□ la réforme du système légal;

□ la mise en place d'un enseignement des droits humains à tous les niveaux du système scolaire et pour les fonctionnaires;

□ la reconnaissance de la société civile et le respect de ses besoins propres.

Tels sont les objectifs reconnus, il y a quelques jours à peine, par les autorités chinoises. Notre politique ne saurait les ignorer ou se situer à un niveau inférieur d'exigences. Ils doivent de plus mettre un terme à l'argument douteux voulant que toute politique d'affirmation des droits d'un milliard trois cent millions de personnes nuirait à nos intérêts économiques.

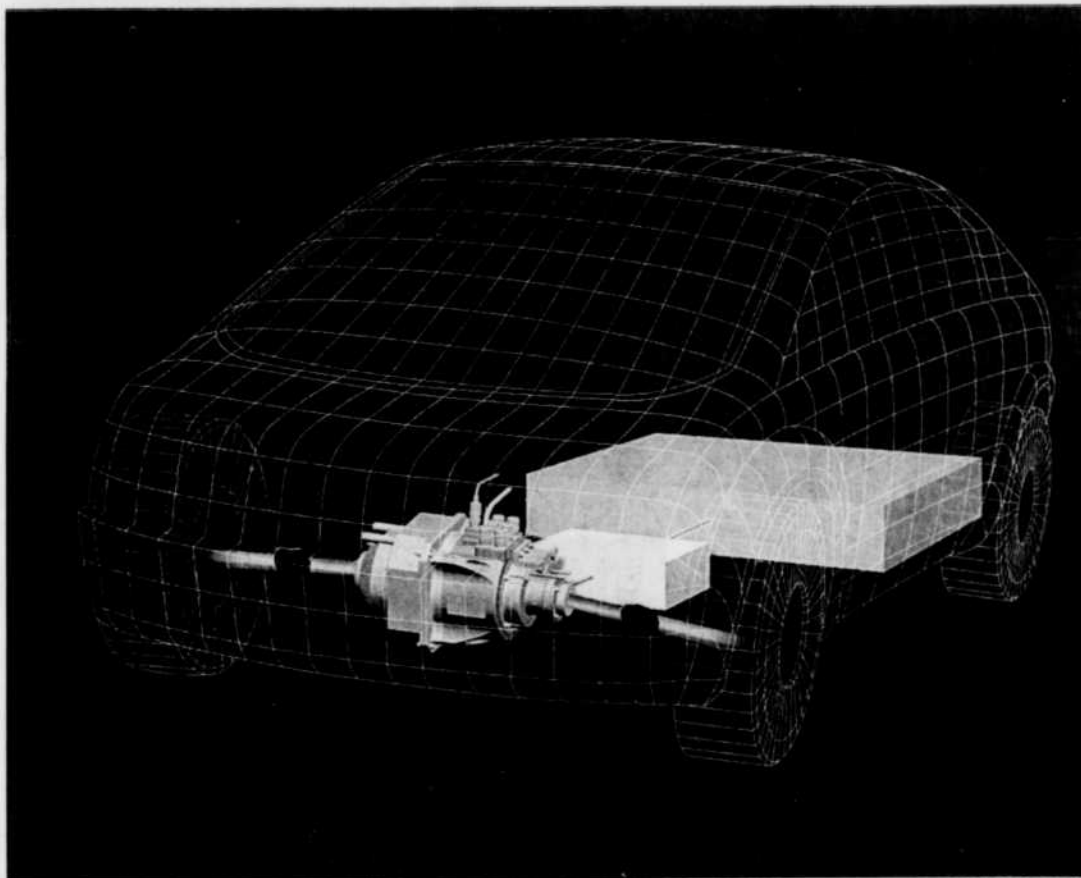
En s'inspirant de leurs engagements récents, le premier ministre Martin doit publiquement exiger des autorités chinoises qu'elles démantèlent une politique visant notamment la suppression de groupes religieux indépendants, la négation des droits des minorités et ceux du peuple tibétain, la réduction au silence des promoteurs des droits des travailleurs, des défenseurs des droits humains et des valeurs démocratiques, l'enfermement des dissidents et la « rééducation » des récalcitrants.

La Chine ne doit pas être une machine à broyer les libertés. Elle doit de plus cesser de venir en appui aux quelques enclaves qui, au sein de la famille humaine, luttent contre les droits et libertés.



Jean-Louis Roy

RÉFLEXION



ARCHIVES LE SOLEIL

Le fameux moteur roue développé par Hydro-Québec

Pas de pétrole mais de l'électricité

Pierre Côté

L'auteur habite Charlesbourg

Le ministre de l'Énergie du Québec nous assénait une vérité de La Palice en réponse à la grogne des automobilistes face au prix de l'essence pour expliquer qu'il n'y pouvait rien, soit qu'il n'y avait pas une goutte de pétrole au Québec! Il n'y a pas de pétrole mais il y a de l'eau que nous transformons en électricité...

Voyez-vous des trains électriques circuler au Québec? Des tramways électriques?

Voyez-vous des trolleybus? Des voitures entièrement électriques circuler au Québec? La réponse à toutes ces questions est non, non et non! Pourquoi? Parce que nos gouvernements, tant provincial que fédéral, n'ont pas eu de vision d'avenir.

Pourtant notre premier ministre Jean Charest et sa suite se sont rendus en France en 2003 au congrès de la MUTA (Mobilité urbaine, transport avancé). Sur place, ils ont vu et essayé différents types de moyens de transports électriques, des autos, des tramways et des trolleybus. Ils ont même fait un essai du trolleybus IIRIBUS, produit en France et vendu en version hybride, soit avec des trolleys et un petit moteur d'appoint qui peut utiliser différents carburants selon les besoins de l'utilisateur.

En 2004, le congrès de la MUTA était l'hôte du CEVEQ, lequel est localisé à Saint-Jérôme, P.Q. J'ose croire qu'encore plus d'élus s'y sont rendus, vu que les frais de déplacements étant moins élevés (quoique c'est moins intéressant d'aller à Saint-Jérôme qu'en France!).

Plusieurs automobiles électriques sont vendues actuellement sur les marchés européens

dont entre autres: Peugeot, Renault, Citroën. Mais à cause de Transports Canada, impossible d'acheter un tel véhicule au Canada. Ils ne rencontrent pas nos normes.

Aussi ces fabricants ne sont pas intéressés à vendre leurs voitures ici. C'est pourquoi on ne voit plus ces marques, pourtant populaires il y a quelques années. Qui ne se souvient pas de la Renault 7 et de la Citroën 2 C.V.? Transports Canada préfère se coller du côté des Américains qui nous imposent leurs gros véhicules comme le Hummer! C'est ridicule quant on sait que les Américains ne nous font pas de cadeaux.

Dites-moi pourquoi TM-4, filiale d'Hydro-Québec, a été sollicitée pour faire partie d'un consortium en France avec Dassault et Heuliez? Hydro-Québec fournit le fameux moteur roue qui avait été abandonné ici. D'ailleurs, Hydro-Québec avait fait parti du projet Think Nordik avec Ford. Ford a abandonné et a vendu a Think Nordik en Norvège. Think Nordik a plusieurs voitures qui circulent dans ce pays malgré que à ce que je sache c'est un pays nordique. Prendre note que Think Nordik est à développer un véhicule hybride électrique et hydrogène, qu'il sera offert d'ici quelques années.

J'ai tenté d'importer une Peugeot électrique, mais ce fut impossible de le faire!

Que l'on facilite l'importation de ces véhicules au Québec, ça donnerait la possibilité à certains consommateurs d'avoir un second choix!

Que nos politiciens fassent marcher leurs meninges et qu'ils agissent, au lieu de baisser les bras comme on les voit faire actuellement. C'est désolant! Ils pourraient commencer par un peu de recherche dans Internet pour s'informer...

POINT DE VUE

Comme à la suite du 11 septembre, vous êtes avec nous maintenant

David H. Wilkins

Ambassadeur des États-Unis

Quatre ans après les attaques terroristes dévastatrices du 11 septembre 2001, mon pays se trouve de nouveau dans une très grande souffrance. Et aujourd'hui — tout comme il y a quatre ans — le Canada est venu à notre aide rapidement et avec empressement. Au nom de mon pays reconnaissant, je remercie le Canada de nous aider lorsque nous en avons le plus besoin.

L'ouragan Katrina est le pire désastre naturel auquel les États-Unis aient dû faire face dans l'histoire moderne. Cette puissante tempête a provoqué une telle destruction et fait tellement de victimes qu'il est difficile d'en saisir l'ampleur.

Mais nous savons très bien que nous ne pouvons y faire face seuls. Les Canadiens et Canadiennes nous ont appuyés dans notre souffrance

et notre douleur à la suite du 11 septembre et maintenant vous êtes de nouveau à nos côtés. Et cela est très réconfortant — un rappel que l'humanité à son meilleur est bien plus forte et puissante que toute tempête.

J'occupe le poste d'ambassadeur depuis maintenant huit semaines et, au cours de mes voyages dans votre magnifique pays, j'ai été inspiré par la chaleur et l'amitié du peuple canadien. Même si, parfois, on met l'accent sur les quelques sujets sur lesquels nos avis diffèrent, j'ai ressenti une profonde appréciation et un respect mutuel ainsi que le désir de trouver un terrain d'entente.

Maintenant, à la suite de l'ouragan Katrina, je suis vraiment ému par toutes les offres d'aide et de soutien ainsi que par les gestes de sympathie venant de tous les coins du pays.

Le premier ministre Martin et la vice-première ministre McLellan ont immédiatement offert toute l'aide dont nous pourrions avoir besoin, incluant des fournitures critiques provenant de la Réserve nationale de secours.

Le général Hillier a offert l'assistance des Forces armées canadiennes et trois navires canadiens ont quitté le port d'Halifax, chargés de fournitures, de génératrices, d'hélicoptères, d'équipes médicales et d'équipes de recherche ainsi que de systèmes de purification d'eau. Une équipe élite de secours d'urgence en provenance de Vancouver est déjà déployée près de La Nouvelle-Orléans et travaille aux côtés

des policiers de la Louisiane.

Les premiers ministres des provinces ainsi que plusieurs maires et autres officiels ont également offert leur aide — depuis les équipes et l'équipement électrique, jusqu'au personnel paramédical, en passant par les policiers et pompiers, le matériel médical, la nourriture, les vêtements et même l'hébergement des sinistrés.

La communauté d'affaires canadienne est également présente et son effet dans les endroits les plus touchés est tangible. Pendant que Katrina s'abatait encore sur nos rives, Air Canada mettait en œuvre son plan d'aide et fut ainsi le premier transporteur étranger à atterrir à La Nouvelle-Orléans. Air Canada a été en mesure d'amorcer rapidement son travail de secours et de transporter les victimes des inondations vers des endroits plus sécuritaires.

De l'industrie pharmaceutique aux producteurs de bois, des citoyens canadiens si généreux avec leurs dons aux volontaires de la Croix-Rouge canadienne qui se donnent comme mission d'aider ceux dans la souffrance, les États-Unis sont profondément humbles et reconnaissants.

Je veux également remercier les Canadiens et Canadiennes de toutes religions. Peu importe l'affiliation religieuse, tous jouent un rôle important dans cette mission de secours. Je crois dans le pouvoir de la prière et je remercie tous ceux qui se souviennent des victimes de l'ouragan Katrina et qui prient pour leur sécurité et pour le succès de tous ceux engagés dans les efforts de secours et de nettoyage.

La semaine dernière, le gouverneur du Mississippi a fait une déclaration qui m'a touché. Il a dit: « Des désastres comme celui-ci font ressortir le meilleur dans la plupart des gens et le pire dans quelques-uns ».

Merci encore au Canada de nous offrir ce que vous avez de meilleur — ses ressources, ses talents et son temps.

Vous étiez avec nous à la suite du 11 septembre 2001. Vous êtes avec nous maintenant.

Avec votre soutien et avec la grâce de Dieu, les États-Unis vont vaincre la tristesse et les défis auxquels nous faisons face. Et nous nous souviendrons et honorerons toujours ceux qui nous ont aidés à y parvenir.



L'ambassadeur américain, David H. Wilkins

PRÉCISION



Marc Bellemare

Invitation aux candidats à la mairie

LE SOLEIL a transmis aux candidats à la mairie de Québec et de Lévis une série de questions sur leurs motivations à se présenter et leurs priorités s'ils étaient élus. Hier, les candidats Claude Larose et Pierre-Michel Bouchard ont répondu à nos questions. Demain, ce sera au tour des

candidats Hugo Lépine et Andrée Boucher. Seul le candidat Marc Bellemare a décliné notre invitation, estimant qu'il avait déjà répondu à ces questions depuis un moment.

La semaine prochaine, les candidats de Lévis se livreront à pareil exercice dans cette page.

BAIE-COMEAU

Contamination aux HAP: demande pour exercer un recours collectif contre Alcoa

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

■ BAIE-COMEAU — Un citoyen du quartier Saint-Georges à Baie-Comeau a déposé une requête pour être autorisé à exercer un recours collectif contre l'aluminerie Alcoa au nom des résidents actuels et d'autrefois du quartier. Le requérant dit que ces gens ont été exposés intensivement aux hydrocarbures aromatisés polycycliques (HAP) émis par l'usine, construite en 1956. Les dommages et intérêts réclamés pourraient s'élever à 500 millions \$.

Selon le texte de la requête, les activités de l'aluminerie ont généré, de 1956 jusqu'au début des années 80, des HAP de façon incontrôlée et en quantité très importante, comme le reconnaît Alcoa dans une lettre datée du 6 septembre 2002 adressée à certains citoyens du quartier.

Alcoa y dévoilait son intention de mener une campagne d'échantillonnage afin de déterminer quels terrains du quartier étaient contaminés aux HAP, des poussières potentiellement cancérogènes. L'entreprise a d'ailleurs mené à ses frais, en 2003 et 2004, des

travaux de décontamination d'une centaine de terrains du quartier.

FORTES CONCENTRATIONS

Dès 2000, une étude de la Direction de la santé publique de la Côte-Nord révélait que les concentrations moyennes de HAP aux abords de l'aluminerie étaient 10 fois supérieures à celles mesurées près des boulevards Décarie et Métropolitain, à Montréal. Cette étude affirme aussi qu'il n'existe pas de niveau d'exposition aux HAP qui soit sans effet, et qu'il y a un risque, même si la dose est minime.

Inquiets de la procédure de décontamination, certains citoyens du quartier ont prélevé une couche de poussière noire qui s'était accumulée au fil des ans dans les résidences, dans les greniers notamment. Une analyse faite par un laboratoire indépendant a révélé que certains échantillons contenaient des concentrations de HAP jusqu'à 390 fois supérieures à la norme permise.

Le requérant, qui observe encore aujourd'hui des retombées de poussière noire, soutient avoir de bonnes raisons de penser que la décontamination des terrains n'est pas complète et qu'elle a été menée de manière incohérente. Les citoyens craignent les effets de cette situation sur leur santé et la valeur de leurs propriétés.

PAS DE COMMENTAIRES

Dans cette requête, Alcoa et les compagnies précédemment propriétaires de l'usine, soit la Société canadienne des métaux Reynolds et Canadian British Aluminium, sont intimées de verser 5000 \$ par année à chacun des ré-

sidants actuels et passés du quartier.

L'avocat du requérant, M^{re} Jean-Claude Dufour, a refusé de commenter, soutenant qu'il ne tenait pas à démarrer le procès dans les médias et que la requête pour exercer un recours collectif n'était pas encore autorisée.

La direction de l'aluminerie Alcoa de Baie-Comeau a aussi refusé de commenter la requête. Dans une note adressée au personnel, dont LE SOLEIL a obtenu copie, son dg, Pierre Morin, soutient que c'est l'entreprise qui a annoncé la découverte des sols contaminés, qui a payé tous les frais encourus et que la contamination ne mettait pas en danger la santé des citoyens. « Nous nous préparons donc à nous défendre contre cette possibilité de recours collectif », conclut la note.

La Direction régionale de la santé publique entreprend justement cette semaine un programme de surveillance qui durera un an, afin de déterminer l'exposition aux HAP des gens de Saint-Georges et ceux d'un autre quartier situé plus loin de l'usine, dans le but de comparer les niveaux d'exposition.

CÔTE-NORD

La 138 ouverte au complet

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

BAIE-COMEAU — Une semaine après les pluies torrentielles du 31 août, la Côte-Nord est enfin reliée par voie terrestre au reste de la province. Le dernier point de rupture de la route 138, près de Colombier, est maintenant contourné depuis 13 h hier, quelques heures plus tôt que prévu.

La circulation sur ce dernier tronçon problématique a été plus longue à rétablir qu'ailleurs, car il a fallu l'asphalter à cause de sa forte pente de 11 %. La Sécurité du Québec a assuré la sécurité des premiers convois en raison du fort trafic prévu. Un feu de circulation fera ensuite défiler les véhicules sur une voie, en alternance.

Quant aux traversées spéciales entre Baie-Comeau—Godbout et Matane, elles se poursuivront jusqu'à demain, même si le navire *Félix-Antoine-Savard* devait à l'origine retourner à Tadoussac hier matin. La Société des traversiers du Québec a décidé de prolonger cette mesure spéciale afin de répondre à l'achalandage plus élevé que prévu au quai de Matane. En théorie, le *Camille-Marcour* devrait reprendre son service régulier samedi.

ENCORE PRIVÉS D'EAU

Maintenant que la circulation est rétablie, une lourde tâche de réfection des tronçons endommagés ou carrément disparus de la 138 attend le ministère des Transports, qui n'a toujours pas fourni d'estimations concernant les coûts de réparation.

Quant aux résidents de Longue-Rive, ils devraient se rappeler longtemps de ce déluge, puisqu'ils sont privés d'eau potable pour encore plusieurs mois, les quatre réseaux d'alimentation du village ayant subi d'importants dommages lors des pluies.

un cadeau de toute beauté!

Cadeau avec achat Lancôme

seulement chez Sears

Avec tout achat de 32 \$ ou plus de produits Lancôme, avant les taxes, recevez en prime cet ensemble de 7 pièces avec votre choix de couleurs.

LE CADEAU COMPREND: • Nouveau! Rouge à lèvres Le Rouge Absolu galbe et hydratation intense FPS 15 • Carré d'ombres à paupières Colour Focus finesse et tenue record • mascara haute définition Définitions en noir • 15 ml de traitement antirides intensif Résolution™ D-Contraxol™ • 60 ml de gel moussant démaquillant Gel Clarté • Jeu de 3 pinceaux à maquillage avec étui et pochette de ton coordonné

CHOIX DE COULEURS: ROMANTIQUE • Le Rouge Absolu 'Pink Diamond' • Colour Focus 4Style • SOPHISTIQUE • Le Rouge Absolu 'Walnut Mink' • Colour Focus 4Tranquility

Offre en vigueur du jeudi 1^{er} septembre au vendredi 23 septembre 2005, dans la limite des stocks.
Un cadeau par client. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion.



NOUVEAU! RÉNERGIE MICROLIFT

Nouvelle formule de Lancôme à effet immédiat. Des milliers de micro-liftings agissent pour lifter la peau, pour la raffermir et pour réduire les rides. Collection, chac. 69-90 \$

Dans la limite des stocks

Sears
La belle vie à bon prix.

New Richmond accueille sa 13^e Prise

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

NEW RICHMOND — L'événement cinématographique Prise revient pour une 13^e année à New Richmond, dès ce soir. D'ici le 18 septembre, 11 films seront projetés d'une à quatre fois, pour un total de 22 projections, dans le but d'attirer quelques milliers de cinéphiles gaspésiens.

Baptisé Prise 12 3/4 par un comité organisateur qui compte sans doute quelques superstitieux, l'événement mettra notamment à l'affiche quelques grands succès québécois, comme *Aurore* et *Idole instantanée*, mais aussi des succès américains tels *La guerre des mondes*, *Batman: le commencement* et *Eau trouble*.

La France n'est pas en reste avec le documentaire de Luc Jacquet *La Marche de l'empereur*, sur l'extraordinaire odyssée des manchots empereurs, qui vivent en Antarctique. *Crustacés et Coquillages*, une comédie sentimentale, vient aussi de France.

Prise 12 3/4 fait également une place à un film israélien, *La Fiancée syrienne*, un drame social d'Eran Riklis, présenté en version originale sous-titrée en français.

Le jeune public pourra visionner *Charlie et la Chocolaterie*, une production américaine, ou *Pinocchio*, un film d'animation de Daniel Robichaud. Les comédiens Raymond Bouchard, Bianca Gervais, Sonia Vachon, Gilles Pelletier et Mario Jean ont prêté leurs voix à cette production.

L'événement Prise débute ce soir avec la présentation du documentaire *Sur les traces de l'hiver*, réalisé par le cinéaste gaspésien Harold Arsenault. La soirée est une gracieuseté de Télé-Québec et l'entrée est libre.

GASPÉ

Gala de la Chambre de commerce

■ Les entreprises de la MRC Côte-de-Gaspé ont jusqu'au 16 septembre pour s'inscrire au Gala de la Chambre de commerce de Gaspé, qui se tiendra le 5 novembre. La dernière présentation a eu lieu il y a huit ans, et l'organisme a jugé bon de répéter l'expérience. Lors du Gala, 14 entreprises, coopératives, OSBL ou travailleurs autonomes seront récompensés. *Geneviève Gélinas (collaboration spéciale)*

LE MONDE

Double attentat sanglant à Bassora

Un otage américain et un Irakien libérés après 10 mois de captivité

■ BAGDAD (AFP et AP) — Au moins 16 personnes ont été tuées dans un attentat hier soir à Bassora, dans le sud de l'Irak, alors qu'un Américain et un Irakien ont été libérés par l'armée américaine, après une longue prise d'otage de plus de 10 mois.

Ces personnes ont péri et 21 autres ont été blessées dans l'explosion d'une voiture piégée devant un restaurant populaire d'un quartier chiite, selon des hôpitaux et la police de la capitale méridionale de l'Irak, relativement épargnée par la violence.

L'explosion provoquée par un taxi s'est produite devant le restaurant Sayed, généralement fréquenté par des policiers.

Deux véhicules des forces de police et plusieurs commerces situés à proximité ont été détruits dans la déflagration.

Bassora a connu dans la matinée une attaque qui a coûté la vie à quatre gardes de sécurité américains, escortant des diplomates de leur pays. L'un de leurs véhicules a sauté sur une bombe artisanale et est tombé d'un pont.

En début de soirée, l'armée américaine a annoncé avoir réussi à libérer un otage américain et un autre irakien lors d'un raid conduit dans une ferme

grâce à des informations obtenues auprès d'un détenu de sécurité.

DANS UNE FERME ISOLÉE

«Les forces de la Coalition ont libéré de captivité l'Américain Roy Hallums et un citoyen irakien dans une ferme isolée située à 24 km au sud de Bagdad», a indiqué l'armée américaine.

Roy Hallums, travaillant pour une entreprise américaine et kidnappé le 1^{er} novembre 2004, a été libéré, a annoncé pour sa part son ex-épouse sur CNN.

«Il a dit qu'il sera de retour dans quelques jours», a déclaré Susan Hallums, ajoutant que son ex-mari subissait des examens médicaux.

L'armée américaine a indiqué que l'identité de l'Irakien n'avait pas été révélée pour permettre d'en informer sa famille et le gouvernement irakien.

«Hallums est en bon état (de santé) et il est en train de recevoir un traitement médical», a ajouté l'armée dans un communiqué, rappelant que cet



Américain avait été enlevé par des hommes armés du bureau de son employeur dans le quartier de Mansour, dans l'ouest de Bagdad.

«Des informations fournies par un détenu irakien aux mains des Forces de la Coalition ont conduit à la libération et ces forces ont immédiatement utilisé ces informations pour planifier et mener un raid sur la ferme pour prévenir que Hallums ne soit dépla-

cé», a indiqué le texte. L'ex-otage a remercié tous ceux qui ont participé à sa libération et dit vouloir retrouver vite sa famille et son compagnon irakien.

SADDAM A-T-IL AVOUÉ ?

Au plan strictement irakien, le chef de l'Etat, le Kurde Jalal Talabani, a affirmé que le président déchu, Saddam Hussein, avait avoué plusieurs de ses crimes, mais un avocat de la défense a démenti cette information en bloc.

L'armée américaine a indiqué par ailleurs, que les forces irakiennes, appuyées par ses troupes, avaient tué ou capturé près de 200 «terroristes» en une semaine à Tall Afar, ville du nord de l'Irak, proche de la Syrie.

Selon un communiqué militaire, les rebelles, dont de nombreux combattants arabes selon les autorités irakiennes, ont multiplié pendant la semaine les tirs à partir des mosquées, les attentats suicide et ont miné un bâtiment de la ville de 300 000 habitants.

«Les forces de sécurité continuent leurs offensives pour mettre fin à ces attaques terroristes», a indiqué le communiqué, le premier à donner une idée sur l'ampleur des opérations dans cette ville située à l'ouest de Mossoul.

EN BREF

GAZA

Feu le corrompu

■ GAZA — Un responsable palestinien, le général Moussa Arafat, a été assassiné hier par des hommes armés, tandis que le retrait militaire is-



Moussa Arafat, assassiné

raélien de la bande de Gaza était avancé au début de la semaine prochaine. L'un des symboles de la corruption qui ronge l'Autorité palestinienne, Arafat, 69 ans, était un cousin et un protégé du défunt dirigeant Yasser Arafat et le conseiller militaire de son successeur, Mahmoud Abbas. L'assassinat a été revendiqué puis nié par un groupe armé palestinien, les Comités de résistance populaire. AFP

ÉTATS-UNIS

Matériel radiologique

■ WASHINGTON — Les troupes américaines déployées en Irak à partir de 2003 ont laissé filer un certain nombre de produits radiologiques, pillés, ou dispersés, qui pourraient présenter un danger notamment en matière de terrorisme, indique un rapport du Congrès publié hier. Le Bureau de vérification des comptes du gouvernement (GAO) indique que l'armée américaine a collecté 1400 «sources radiologiques» utilisées à des fins médicales, dans l'industrie ou la recherche et en a retiré 1000 de la circulation. «Un pays voisin a détecté à deux reprises des camions quittant le pays avec du matériel radiologique», dit le rapport citant cette fois des responsables du département d'Etat. AFP

Et vive les armes !

■ ATLANTA — Environ 1,7 million d'enfants aux États-Unis vivent dans des maisons où leurs parents entreposent des armes chargées, selon une étude publiée cette semaine dans la revue *Pediatrics*. L'enquête s'appuie sur des entretiens par téléphone, en 2002, de 241 000 adultes dans les 50 États américains et la capitale Washington. Sur le plan national, 33 % des adultes déclarent avoir des armes chez eux ; 2,5 % reconnaissent entreposer des armes chargées et au cran de sûreté non engagé, malgré la présence d'enfants. AP

Pas de mariage gai

■ SAN FRANCISCO — Le gouverneur républicain Arnold Schwarzenegger va déposer un veto contre la loi autorisant le mariage des couples homosexuels en Californie, «par respect pour la volonté du peuple». Il y a cinq ans, une majorité d'électeurs californiens avaient par référendum approuvé un texte définissant le mariage comme une union entre un homme et une femme. Le gouverneur est tenu de respecter cette décision, a expliqué son secrétariat. AFP

COLOMBIE

Guérillero libéré

■ BOGOTA — Le président Alvaro Uribe qui veut conclure une paix séparée avec la guérilla guévariste de l'Armée de libération nationale (ELN), a libéré de prison hier soir le chef de ce groupe rebelle, Francisco Galán, afin d'entamer des négociations. Le président Uribe, qui jouit d'une forte popularité dans le pays avec 70 % d'intentions de vote favorables pour les prochaines élections présidentielles en mai 2006, veut par ce geste spectaculaire prouver à ses détracteurs et à la communauté internationale qu'il est prêt à œuvrer pour la paix au moment même où les négociations pour la libération des otages avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-guérilla marxiste) sont dans l'impasse totale. AFP

AFGHANISTAN

Siddiqi est sauvé

■ JALALABAD — Une femme candidate aux élections parlementaires afghanes du 18 septembre, Safia Siddiqi, a échappé hier à une tentative d'assassinat par des hommes armés dans l'est de l'Afghanistan. Elle a été intimidée et menacée. M^{me} Siddiqi, qui parle couramment anglais et a vécu au Canada, a notamment participé à la rédaction de la Constitution adoptée en janvier 2004, et critiqué publiquement la corruption et l'usage de la violence dans le pays. AFP

SCRUTIN PRO-MOUBARAK CONTESTÉ



Des millions d'Égyptiens se sont rendus aux urnes hier, pour un scrutin présidentiel inédit : pour la première fois, ils avaient le choix entre plusieurs candidats. Mais le scrutin a aussi été marqué par des accusations de fraude et une grande manifestation de dénonciation d'une réforme qualifiée de rideau de fumée. Dans l'après-midi, à l'appel du mouvement d'opposition Kifaya («Ça suffit !», en arabe), plus de 3000 personnes ont défilé dans le centre du Caire. Surveillée de loin par la police, c'était sans conteste la plus importante manifestation de la jeune histoire de Kifaya, fondé en septembre 2004. Officiellement, aucune manifestation n'était autorisée en cette journée électorale. Au chapitre des contestations rapportées, des témoins ont fait état d'agents électoraux à Louxor qui auraient dit aux électeurs de voter Mubarak, tandis qu'à Alexandrie on leur promettait des vivres en échange de leur voix... AP

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Régression de 18 des pays les plus pauvres

■ PARIS (AP et AFP) — Dix-huit des pays les plus pauvres de la planète, soit 460 millions d'habitants, ont régressé depuis 15 ans, selon le dernier indicateur du développement humain (IDH) du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) publié hier.

L'indice mondial du développement humain combine l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le revenu par habitant.

Pour la onzième année consécutive, la Norvège arrive en tête de ce classement de 177 nations, tandis que le Niger est en dernière position.

L'Islande arrive en deuxième place devant l'Australie, le Luxembourg, le Canada, la Suède, la Suisse, l'Irlande et la Belgique.

Les États-Unis, 8^e en 2004, n'arrivent qu'en 10^e position devant le Japon, les Pays-Bas, la Finlande et le Danemark. La Grande-Bretagne passe de la 12^e place l'an dernier à la 15^e, la France conserve la 16^e place.

UN RETARD PERSISTANT

«L'indicateur montre en chiffres clairs et implacables que de nombreux pays non seulement ne progressent pas, mais qu'ils régressent en réalité ; et ils continueront à prendre du retard si la communauté internationale n'intervient pas pour les soutenir à l'aide de ressources supplémentaires et de nouvelles stratégies», observe Kevin Watkins, principal auteur du rapport mondial sur le développement humain.

Douze de ces 18 pays font partie de l'Afrique subsaharienne. L'Afrique du

Sud a reculé de 35 places dans le classement de l'IDH depuis 1990 et le Botswana de 21 places, une dégradation principalement attribuable à l'impact de la pandémie du VIH/sida.

Les six autres pays ayant subi un recul depuis cette date font partie de la Communauté des États indépendants qui a succédé à l'Union soviétique.

En 15 ans, le Tadjikistan a reculé de 21 places dans le classement, l'Ukraine de 17 et la Russie de 15. Une espérance de vie en baisse et les perturbations économiques consécutives à l'effondrement de l'Union soviétique en sont les principaux facteurs, précise le PNUD.

Le rapport cite plusieurs exemples de réussite. Ainsi, le Vietnam (108^e rang) est parvenu à réduire de moitié la pauvreté, de 60 % en 1990 à 32 % en 2000, et à diminuer les taux de mortalité infantile de 58 pour 1000 naissances à 42 pour 1000.

Enfin, le PNUD constate que le risque de conflit pourrait être lié à un mauvais classement : les pays dont le revenu par habitant s'élève à 600 \$US présentent deux fois moins de risques de subir une guerre civile que les pays dont le revenu est de 250 \$ par habitant. Sur les 32 derniers pays de l'IDH, 22 ont connu la guerre à un moment ou à un autre depuis 1990.

Annan, Fréchette, le Conseil de sécurité de l'ONU

De graves manquements dans la gestion du programme Pétrole contre nourriture

■ NEW YORK (AP et AFP) — Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, son adjointe Louise Fréchette et le Conseil de sécurité sont responsables de graves manquements dans la gestion du programme Pétrole contre nourriture, selon le rapport final de la Commission d'enquête Volcker, qui ne met cependant pas en cause la probité d'Annan.

Les conclusions du rapport sont «profondément embarrassantes pour nous tous», a réagi Kofi Annan, en précisant qu'il acceptait les critiques qui lui étaient adressées. Il a cependant déclaré qu'il n'avait pas l'intention de démissionner.

Le secrétaire général de l'ONU a exhorté les dirigeants internationaux qui seront présents au Sommet des Nations unies à se saisir de cette «occasion en or» et à adopter des réformes que la Commission d'enquête indépendante juge impératives afin que l'organisation retrouve respect et crédibilité.

«Ni le Conseil de sécurité ni la direction du Secrétariat (général) n'exer-

çaient clairement de commandement», souligne le rapport de 1036 pages dont la préface a été publiée mardi. La Commission d'enquête dirigée par l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, Paul Volcker, demande une réforme «urgente» de l'ONU, notamment une meilleure coordination entre ses agences.

Le programme Pétrole contre nourriture a été mis en place de 1996 à 2003 pour permettre à l'Irak de Saddam Hussein, alors sous embargo de l'ONU, de vendre du pétrole pour acheter vivres, médicaments et autres produits de première nécessité. Mais le programme a fait l'objet de nombreux détournements : corruption et

contrebande de pétrole ont ainsi permis à Saddam Hussein d'empocher 10,2 milliards \$US, selon le rapport.

Les investigations de la Commission Volcker, qui ont alimenté deux rapports d'étape, ont débouché sur la mise en cause de plusieurs personnalités, dont l'ancien ministre français de l'Intérieur, Charles Pasqua, et le fils de Kofi Annan. Kojo Annan a en effet travaillé pour une société suisse, Cotecna, qui s'est vu attribuer un contrat par l'ONU pour certifier l'importation de marchandises en Irak dans le cadre de Pétrole contre nourriture.

Le rapport final réaffirme cependant qu'il n'y a pas de preuves tangibles montrant que Kofi Annan ait favorisé l'attribution du contrat à la Cotecna ou qu'il savait que la société suisse brigait ce contrat. Si le document ne met pas en doute l'honnêteté de M. An-

nan, le secrétaire général de l'ONU se voit reprocher son absence presque totale de supervision du programme, d'un montant total de 64 milliards \$.

Les mêmes critiques visent la secrétaire générale adjointe, la Canadienne Louise Fréchette, supérieure du

Chypriote Benon Sevan, le directeur exécutif du programme qui fait l'objet d'une enquête : il aurait touché des pots-de-vin.

Le Conseil de sécurité et ses cinq membres permanents (Grande-Bretagne, Chine, France, Russie, et États-Unis) sont également épinglés pour avoir fermé les yeux sur des détournements qu'ils auraient même parfois encouragés. La France et la Grande-Bretagne ont coopéré à l'enquête de la Commission Volcker, tandis que la Russie et la Chine ont refusé de fournir des informations sur les sociétés publiques impliquées.

Saddam Hussein a ainsi pu empocher 10,2 G \$US

Meubles et accessoires

50 versements

sur
TOUTE
la
marchandise



SIGNATURE
MAURICE
TANGUAY



Québec • Place Ste-Foy 2^e étage • (418) 650-6244 • 1 866 824-7848 ■ Chicoutimi • 1990, boul. Talbot • (418) 698-4411 • 1 800 363-4711

MEUBLES ET ACCESSOIRES ■ SERVICE DE DÉCORATION ■ LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE

Non jumelable à aucune autre promotion. Sur approbation du service du crédit Accord D Desjardins. Ne payez que les taxes de vente (TPS et TVG). Si un versement vient en souffrance, un intérêt sera calculé à compter de la date d'échéance du versement au taux annuel de 19,5% et sera chargé mensuellement au compte du client. [Exemple: solde en souffrance de 100\$, l'intérêt pour une période de 30 jours sera de 1,63\$]. Achat minimum requis: 100\$ - 12 versements, 500\$ et plus, et items sélectionnés - 50 versements. Photos à titre indicatif. Détails en magasin.